

## Texte anonyme

### Stratégie et révolution en France 1968

La « Révolution de mai » n'existe que dans les livres d'images. Les barricades ne sont pas forteresses militaires mais éléments d'un test. Exclu des calculs officiels, le spectre de la révolution manifeste dans la rue qu'il hante encore l'Europe.

On se compte une première fois. Il y a fin mai en France: d'un côté, dix millions de grévistes qui tiennent tous les centres vitaux de l'économie, de l'administration, de la vie sociale, politique et culturelle; de l'autre, deux cent mille hommes des forces de l'ordre et quelques réseaux civils<sup>1</sup>. Le test provoque la crise.

La gravité d'une crise politique apparaît lorsque les principaux acteurs doivent régler leur conduite en l'horizon d'un affrontement imminent où « la lutte consiste à sonder les forces morales et physiques au moyen de ces dernières » (Clausewitz). Face à cette virtualité brutale, chacun dévoile sa stratégie profonde, qu'elle soit d'esquive ou de lutte. L'affrontement possible devient la pierre de touche des intentions de chaque acteur, « l'engagement est l'unique activité efficace... même quand il n'a pas lieu réellement<sup>2</sup> ».

Le test fonctionne une deuxième fois, le rapport des forces matérielles penche tellement en faveur des grévistes qu'il met à nu le rapport des forces politiques: qui est révolutionnaire sur le papier se montre visiblement plus conservateur dans la réalité que tout « réformiste » modéré, les actes permettent de mesurer les intentions véritables de la direction communiste, le rapport des forces politiques est inverse.

A nouveau test, nouveau compte. Le mouvement des grèves a mis le gouvernement à la portée de l'opposition, elle répondit par un refus: les électeurs ratifient sa propre sentence. Ils ont voté sur la question posée en mai – les partis d'opposition furent incapables de la formuler et de la résoudre –, la question de l'Etat.

---

<sup>1</sup> .1. Le journal anglais *The Observer*, qu'on ne peut suspecter de penchants extrémistes, en fait le relevé (2 juin 1968) :

- Police contrôlée par le ministère de l'Intérieur : 83000 hommes dont 13500 C.R.S.
- Gendarmerie nationale dépendant du ministère des Forces Armées 61000 hommes dont la plupart sont fixés en province et indéplaçables. Comprenant en particulier une section spéciale (« rouge ») de 16000 hommes avec tanks et voitures blindées. En plus, appelés par le Gouvernement fin mai, 7 000 réservistes.
- l'Armée: 168000 hommes, dont 120000 du contingent, peu disposés au coup de force.

<sup>2</sup> Clausewitz, *De la Guerre*. Ce champ clos où tout projet peut être cité devant le tribunal de l'épreuve de force, la théorie des Jeux stratégiques le définit comme une matrice qui s'impose à tous, quelles que soient les rêveries de chacun.

Il y a quelque logique à conclure « l'Etat existant plutôt que rien ». Mais quel est ce rien, dix millions de grévistes et la situation révolutionnaire qu'ils révèlent ou bien l'opposition parlementaire qui la cache ?

Les barricades n'ont pas magiquement perverti une France auparavant harmonieuse. Elles ont seulement dévoilé le champ de bataille que la France a été, est et demeure. Evidente commune: aucun régime politique ne s'est instauré autrement que par la violence, même lorsque – après coup – il a pris le soin de se faire légaliser en organisant des élections. (De Gaulle en mai 1958.)

Définir une situation politique comme champ de bataille implique qu'il existe des armées –groupements politiques et sociaux qui se font face. Cela n'entraîne pas nécessairement que la bataille soit imminente, ni que l'une, l'autre, ou les deux armées soient préparées au combat. Les adversaires peuvent conclure des trêves – électorales ou pas – et négocier une paix : elle sera fondée soit sur la ruse d'un camp (qui cherche à gagner du temps) et sur les illusions de l'autre, soit sur les illusions des deux, soit sur un équilibre des forces. Ce dernier pouvant être provisoire ou prolongé.

Pour trancher entre ces différentes possibilités, il faut savoir qui combat – les camps en présence – et pourquoi combattre – l'enjeu.

Les luttes de mai se déroulent sur deux plans, autour de deux enjeux. D'une part, il y a lutte politique pour le pouvoir, opposant la « droite » ou gaullisme et la « gauche ». D'autre part, il y a lutte des classes opposant révolution et contre-révolution. Pour lire les images de mai, il faut les dédoubler .

.  
.

I  
LE RETOUR DE LA REVOLUTION

La Bombe, l'Or, l'Etat: sur ces trois pierres, le monde occidental avait bâti ses convictions premières et ses dernières églises. Il suffit de six mois pour qu'éclate la vanité et la fragilité d'une société prosternée devant les fétiches qui la définissent comme bourgeoise.

Acte I. – La plus grande puissance industrielle perd la guerre au Viet-nam malgré son arsenal thermo-nucléaire; elle croyait posséder l'arme « absolue ». Son rêve s'effiloche.

Acte II. – La crise monétaire paralyse les centres capitalistes tandis que se profile le spectre d'une crise économique.

Acte III. – L'Etat le plus policé d'Occident chancelle, l'Europe stupéfaite découvre la révolution redevenue possible.

La révolution possible, c'est aussi bien le risque d'une contre-révolution, c'est encore le jeu d'un équilibre désormais instable entre ces deux avenir. Depuis 1945, le sort de l'Europe se jouait au-dessus d'elle, fixé entre Washington et Moscou, bouleversé par les seuls peuples colonisés. Aujourd'hui, l'histoire frappe à notre porte, le mouvement de mai et juin 1968 en France découvre une prise sur le cours du monde. La révolution de la France se décide en France, celle de l'Europe sera l'œuvre de l'Europe elle-même. Ce ne fut pas toujours le cas.

1848-1968. – Le *Manifeste communiste* est l'ordre du jour d'une bataille décisive qui paraît commencer. Que les sociétés modernes soient intérieurement – économiquement – mûres pour une révolution socialiste est l'axiome premier des grands théoriciens marxistes. L'embrassement extrême de la grève de mai confirme qu'une étincelle peut mettre le feu à la plaine ; le cran d'arrêt essentiel était, depuis un siècle, international; les puissances européennes comprimèrent la pression révolutionnaire interne par leur concurrence et leurs guerres, plus encore que par leur Sainte Alliance.

Marx a montré comment les révolutions furent bloquées au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle sur tout le continent européen: à l'intervention armée de la Russie tsariste, « gendarme de l'Europe », s'ajouta la volonté conservatrice de l'Angleterre, « despote du marché mondial ». Staline, devenu barbe bleue de l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle, fut l'occasion d'une division qui paralysa le mouvement ouvrier, tandis que les Etats-Unis succédaient à l'Angleterre dans le rôle impérial de gardien de l'ordre. Dans l'intervalle, deux révolutions auraient pu entreprendre de réaliser le programme marxiste, mais Bismarck remet à Thiers ses prisonniers, troupes neuves pour écraser la Commune de Paris (1871), de même Foch rend à l'armée allemande ses mitrailleuses pour exterminer les communistes spartakistes (1918). L'adoucissement du freinage international fait naître, aujourd'hui, une situation nouvelle.

En 1968, les étudiants<sup>3</sup> eurent le privilège de dévoiler qu'aucune puissance étrangère ne pouvait intervenir directement – militairement – dans la lutte

---

<sup>3</sup> Pas tous les étudiants, certes, mais la force politique qu'on nomme « les étudiants », qui règne seule dans l'Université et qui a déclenché le mouvement de Mai. Une force politique se définit stratégiquement, non statiquement – les quarante mille

des classes en France. De Gaulle a lui-même éloigné les Etats-Unis, bloqués de toute façon par leurs problèmes militaires et économiques; l'Union soviétique, en proie à la fronde des démocraties populaires, ne représente plus une menace d'intervention crédible. Quelles que soient les pressions idéologiques et politiques pesant sur les forces qui se mesurent en France, le rapport physique de ces forces demeure purement interne. Le Front populaire avait été influencé et freiné par les exigences de la défense nationale (alliance franco-russe contre Hitler) puis cassé par la guerre d'Espagne et les accords de Munich. Actuellement, tout ce qui se décide en France se joue dans un espace militaire neutralisé ; aucune puissance étrangère ne peut agir physiquement pour modifier un rapport de force tranché à l'intérieur des frontières nationales. Pour la première fois depuis plus d'un siècle, la formule de Marx redevient vraie en Europe occidentale, la lutte révolutionnaire peut être nationale dans sa forme (non pas nationaliste dans son contenu) : « Le prolétariat de chaque pays doit en finir d'abord avec sa propre bourgeoisie. »

Le mouvement de mai dévoile la *crise nationale* qui travaille la France, non pas la révolution en personne, mais le terrain qui la rend possible: « C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. » (Lénine.) Tandis que dix millions de grévistes déclenchent « en bas » un mouvement d'ampleur inégalée dans l'histoire du mouvement ouvrier français, la crise politique fait rage « en haut », les brutalités policières heurtent l'opinion publique moyenne, les premières déclarations officielles, loin de couvrir les revendications de la rue, les multiplient. Pendant trois jours ( du mardi 28 au jeudi 30 mai), la France ne sait plus si elle a encore un gouvernement, toute la presse examine les solutions de rechange, l'opposition parlementaire se déclare prête à former un gouvernement provisoire.

L'infériorité physique des forces de l'ordre était extrême, leur moral atteint, il suffisait que la grève tienne et que les manifestations continuent pour que le pouvoir craque. Le second discours de de Gaulle (30 mai) parut retourner la situation, en fait il la révéla: le pouvoir ne s'appuyait pas sur ses propres forces, trop fragiles, mais sur la faiblesse du camp adverse. La « gauche » se montrait incapable de vouloir, la politique a horreur du vide. Le 13 mai 1958, de Gaulle avait conquis la France au nom de l'ordre, dix ans plus tard l'opposition pouvait mais ne voulut pas renouveler l'opération à son profit, au lieu d'un 13 mai inversé nous eûmes un 13 mai renouvelé. De Gaulle-Titan reprend pied sur le sol qui soutient son pouvoir: non les forces de l'ordre, mais la peur du désordre; tel un phénix, le régime gaulliste renaît immaculé de l'impuissance de l'opposition parlementaire.

Les travailleurs et les étudiants avaient le pouvoir dans les mains, ils ne trouvèrent aucune force organisée à qui le confier. Une crise nationale devient révolution, continue Lénine, quand les masses en mouvement peuvent contraindre leurs chefs à se battre, chefs qui « redoutent leur propre victoire ». Le mouvement de mai, malgré la faiblesse de l'adversaire, fut bloqué dans son élan vers la révolution ; les partis et les syndicats n'en voulurent pas – manque d'une organisation révolutionnaire ; les travailleurs en grève n'usèrent pas du pouvoir qu'ils détenaient, devant les hésitations des directions, certains se mirent à redouter la victoire faute de savoir qu'en faire – manque d'une théorie révolutionnaire.

---

étudiants parisiens qui manifestent en Mai sont bien « les » étudiants parce que aucune autre force étudiante ne peut leur être opposée.

Le champ de la crise nationale était favorable, mais le parti communiste n'entra dans la bataille que pour rester possesseur de ses armes, non pour ouvrir la voie du socialisme – il laissa les grévistes en plan, sonna la retraite avant que le combat ne s'engage. Les deux conditions de la transformation d'une crise nationale en révolution font défaut: aucune organisation révolutionnaire, aucune théorie générale ne coordonnent la lutte à l'échelle nationale.

Au départ, le mouvement étudiant élargi aux jeunes travailleurs remplaça l'organisation d'avant-garde, ses formes d'action extra-parlementaire tinrent lieu de stratégie. L'importance du « détonateur » étudiant paraît miracle à qui ne remarque pas le lieu où se situe l'engin capable de déclencher des réactions en chaîne dans l'ensemble de la société française: il se mit à la place (vide) de l'organisation et de la théorie révolutionnaires; il en joua le rôle dans les limites de ses possibilités. Le mouvement de mai esquisse la perspective d'une stratégie révolutionnaire pour la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle dans les pays capitalistes « avancés ».

Spartacus commença son épopée avec soixante-dix esclaves. Ils s'installèrent sur le cône du Vésuve; la nuit, la flamme du volcan, le jour, sa fumée proclamaient au loin la venue d'une révolte inouïe. Plus tard, arrivée en vue de Rome, l'armée de Spartacus s'immobilise; la capitale du monde est à peu près sans défense, mais les esclaves n'osent pas la prendre, la débandade commence<sup>4</sup>. La Sorbonne, occupée par les étudiants révolutionnaires, symbolise Rome conquise de l'intérieur, la citadelle intellectuelle s'ouvre, le ghetto des banlieues ouvrières peut se mettre en mouvement, si la rencontre a lieu, ce lieu s'appellera révolution. « Mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité », le mouvement de mai a doublement réveillé la société: par la violence et par la parole.

La barricade n'a pas été un moyen d'investir Paris militairement, elle fut un instrument politique. « Même à l'époque classique des combats de rue, la barricade avait un effet plus moral que matériel. Elle était un moyen d'ébranler la fermeté des soldats. Si elle tenait jusqu'à ce que celle-ci flanche, la victoire était acquise; sinon, on était battu. » (Engels) La première nuit de barricades (vendredi 10 mai) n'ébranle pas la « fermeté » de la police et du gouvernement, mais elle conquiert politiquement Paris et inaugure la première journée de grève générale que connaisse la Ve République. La sauvagerie de la répression policière joua ; les étudiants n'étaient pas de simples victimes mais des combattants; ils se défendaient, à la compassion s'ajouta l'admiration. En France, règne moins le gendarme en personne que la peur du gendarme, la contagion du courage fissure la peur qui soude la société: « Il fallait révolutionner non seulement l'Etat, mais également les citoyens de l'Etat. Le sujet de Sa Majesté ne pouvait faire peau neuve que dans un sanglant combat libérateur. » (Engels) Les barricades étaient défensives, jamais offensives, mais la répression fut sanglante parce qu'en tenant, les manifestants refusaient d'être assujettis à la peur, donc de demeurer les sujets du pouvoir<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> « Les Soviets des députés ouvriers et soldats doivent prendre le pouvoir, mais non pour créer une république bourgeoise de type habituel ou pour passer directement au socialisme. Alors pourquoi faire ? Ils doivent s'emparer du pouvoir pour prendre les premières mesures pratiques tendant à préparer ce passage que l'on peut et que l'on doit effectuer. La peur est à cet égard l'ennemi principal. » Lénine. mai 1917.

<sup>5</sup> Instrument politique, la barricade révéla la détermination des manifestants et la volonté répressive de l'Etat ; ce fut une « action exemplaire » : « à partir du moment où un verrou reconnu tacitement, pas un verrou légal, a sauté, ça devient un acte

Dans une société mûre pour une révolution, les armes de l'Etat ne sont pas la force, qu'il ne possède pas, mais la peur qui lui donne l'apparence d'être fort et la méfiance par laquelle il divise ses adversaires. Le courage, qui rompt l'architecture de la peur, devient alors un superbe instrument politique ; de même la liberté de parole, où la méfiance s'éteint. Le pouvoir de tout dire régnant dans une Sorbonne où « il est interdit d'interdire », c'est l'égalité de tous devant les mots. L'esprit ironique remarque qu'on y parle souvent pour ne rien dire ; il a raison, mais sa raison est courte. Un des privilèges les plus abusifs de notre époque tient dans l'usage du langage par quoi les classes et les fractions de classes se distinguent. Chaque caste de la société française possède un jargon spécialisé qui la transforme en univers clos, ses membres sont entre eux, complices, face aux autres, fermés ; les mots sont devenus poteaux-frontières. L'abolition des privilèges passe par la destruction des ségrégations linguistiques ; le flot de paroles envahissant la Sorbonne évoque la nuit du 4 août aussi bien que les premiers soviets de Russie.

La méfiance ne tient pas seulement à distance les uns des autres les éléments d'une explosion révolutionnaire. Elle sépare également aujourd'hui et demain. Une classe redoute sa propre victoire tant qu'elle n'a pas fait l'expérience de sa force autonome, tant qu'elle envisage une « victoire » sous la seule forme d'un changement de l'équipe au pouvoir, passage d'un maître à un autre et non maîtrise sur tout personnel gouvernemental. L'échange de programmes définitifs en cinquante-six points ne modifie en rien cette angoisse initiale ; seules l'action, la discussion commune de cette action, son organisation, font entrevoir la possibilité de maîtriser les événements. D'où la remarquable transformation des discours de la Sorbonne, en quelques semaines, d'idéale la parole devient pratique et politique, de privée, publique.

Au départ, les « assemblées générales » s'absorbaient dans la jouissance de leur propre liberté, la discussion sur les pouvoirs d'un président de séance présidait à la séance, la liberté de parole se prouvait dans la liberté de

---

exemplaire. » (Mouvement du 22 mars : *Ce n'est qu'un début, continuons le combat*, Maspero.) Par là, la valeur politique de la barricade varie en fonction de la situation politique: « Ce n'est pas la barricade en soi qui est exemplaire, c'est ce qu'elle révèle. » (id.).

La supériorité militaire des forces de l'ordre était immédiatement écrasante. Cependant, c'est bien un rapport des forces qu'ont mesuré les premières barricades du Quartier Latin et les combats des ouvriers de Peugeot et de Renault-Flins : la valeur « exemplaire » de ces affrontements consistait : 1 / à mobiliser les forces antirépressives dans toute la France; 2 / à faire la preuve immédiate que ces forces politiques peuvent se transformer en forces matérielles.

Selon les situations politiques, la supériorité *actuelle* des forces de répression peut être limitée, équilibrée ou dominée par la supériorité *potentielle* des forces révolutionnaires. Ce qui tempère la répression n'est pas la gentillesse mais la prudence, les barricades ont forcé les autorités à manipuler avec crainte le modèle réduit d'un type possible de révolution: « Aujourd'hui, écrivait Kautsky, en 1907, je ne peux plus affirmer aussi nettement qu'en 1902 que les insurrections armées et les barricades ne joueront pas un rôle décisif dans les révolutions à venir, car l'opinion que je défendais est trop manifestement démentie par l'expérience des batailles de rue qui se sont déroulées à Moscou (en 1905). Au cours de ces batailles, en effet, on a vu une poignée d'hommes tenir une semaine sur les barricades contre toute une armée. Et ces hommes auraient presque remporté la victoire si l'insuccès du mouvement révolutionnaire dans les autres villes n'avait permis qu'on envoie à l'armée des renforts tels que les insurgés se trouvèrent opposés à une concentration de force infiniment supérieure à la leur. Ce relatif succès de la lutte de barricades n'a bien sûr été possible que parce que la population de Moscou soutenait énergiquement les révolutionnaires, tandis que les troupes étaient complètement démoralisées. Mais qui peut affirmer de façon certaine qu'un phénomène semblable est impossible en Europe occidentale ? » (Cité par Lénine, *Œuvres*, t. XV, p. 58.)

tout dire et s'éprouvait dans les paroles sur la liberté de parole. Sur le fond de cette liberté, permanente aussi bien dans les manifestations que dans les assemblées, sont apparus des « orateurs », leaders parce que porte-voix, qui tirent leur seule autorité des paroles qu'ils prononcent et des actions qu'ils proposent. La possibilité d'interrompre et de refuser que détient à tout instant une assemblée libre la parole politique loin de la détruire. (Le théorème est classique, c'est la contestation et la démocratie vivante qui ont fait apparaître les grands orateurs à Athènes, en 1789, dans les soviets russes, etc.). Doubles lieux de rencontre, entre étudiants et travailleurs, entre aujourd'hui et demain, les facultés ont commencé à coordonner l'action tandis que la parole s'exerçait à formuler ce « socialisme latent » (Engels) que la société dissimule sous sa carapace de peur et de méfiance.

« Pas de programme, pas de programme », les klaxons des esprits « sérieux » ont réfuté dès le premier jour un mouvement révolutionnaire qui se permettait des manifestations sans avoir préalablement affiché le plan quinquennal qu'il réaliserait, une fois un pouvoir populaire instauré. D'où la stupéfaction générale à la vue du plus profond bouleversement de la société depuis le Front populaire: il ne se fit pas au nom de programmes électoraux dûment contresignés par les organisations « responsables » – celles-ci parfaitement absorbées à changer les virgules de place sur lesdits programmes furent les premières surprises. En fait de programme, les événements administrèrent un certain nombre de leçons qui ne sont inattendues que pour les hommes politiques qui trouvent politique de les ignorer.

Premièrement, le manque d'un programme détaillé et central n'est pas, au départ d'un mouvement authentiquement révolutionnaire, un frein. Le phénomène des « cahiers de doléances » se répète dans tous les secteurs, l'initiative remplace le dirigisme, l'invention se substitue à l'obéissance. Le mois de mai a vu surgir, établis par les travailleurs eux-mêmes, plus de projets de transformation que n'en ont en dix ans élaborés les experts. Ce type d'absence de programme n'est que place cédée à ce que les classiques du marxisme nomment « l'initiative des masses ». Preuve est faite d'une volonté de transformation qui couve dans la France de 1968 comme en celle de 1788.

Deuxièmement, le contenu d'un programme dépend avant tout du pouvoir qui le réalisera. Il ne s'agit pas simplement de savoir quels partis politiques gouverneront, mais quelle sera la forme du pouvoir: centralisée ou non, bourgeoise ou pas. Lorsque Marx glorifie la Commune et analyse en elle « le plus glorieux exploit de notre parti », ce n'est pas au « programme » de la Commune qu'il se réfère, celui-là étant parfaitement confus et fort peu socialiste, mais à son existence et son action; « la grande mesure sociale de la Commune, c'est d'avoir existé ». On a reproché aux jeunes révolutionnaires de ne pas dire, avant d'entreprendre une longue lutte, tout ce qui se passerait, celle-ci terminée. Qu'on grave sur les fronts sérieux penchés sur « l'anarchisme » de la jeunesse cette formule, elle n'est pas d'un anarchiste: « Tout pas en avant d'un mouvement réel est plus important qu'une douzaine de programmes. » (Marx)

Troisièmement,

si un programme ne suffit pas qui se borne à décrire les résultats de la révolution, s'il faut au contraire déterminer le chemin et les tâches qui conduisent à cette révolution, si on comprend qu'un programme est un plan stratégique;

si on estime absurde de tirer des plans sur la comète pour relever le « défi américain » vers l'an 2000, si on ne se satisfait pas non plus de faire paître les vaches grasses du socialisme dans les verts pâturages des rêves électoraux;

s'il se trouve que Lénine ait raison de ne pas confondre affiche électorale et programme révolutionnaire: « La théorie de Marx a élucidé la véritable tâche d'un parti socialiste révolutionnaire, qui n'est pas d'inventer des plans de réorganisation de la société ou de prêcher aux capitalistes et à

leurs valets l'amélioration du sort des ouvriers, ou de tramer des complots, mais d'organiser la lutte de classes du prolétariat et de diriger cette lutte dont le but final est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation de la société socialiste » ;

on pourra peut-être découvrir dans le mouvement qui a pris corps en mai 1968 la perspective stratégique de la révolution qui couve en l'Europe d'aujourd'hui et, en face d'elle, la menace d'une contre-révolution,

le balancement de ces deux possibilités soutenant provisoirement une société craintive qui se croyait, jusqu'en mai 1968, éternelle.

## II

### LES TROIS THEATRES D'OPERATION

Par quelques barricades défendant, une veille de week-end, une partie du Quartier Latin, la société tout entière se confronte à son destin politique et social. La disproportion énorme entre la « cause » et l'« effet » est esquivée plus qu'expliquée lorsqu'on se satisfait de marquer le mouvement étudiant comme « révélateur ». Révélateur de quoi ? Comment une action dont la « violence » se borne à perturber la circulation automobile dans cinq rues de Paris peut-elle faire chanceler l'Etat et bouleverser la société ? Il faut savoir prolonger son étonnement, plus étonnant que les étudiants est ce monde « adulte » prétendu inébranlable et si facilement ébranlé.

L'étincelle de la violence étudiante tomba dans une situation inflammable qui préexistait latente et qui subsiste, champ de bataille unique où se posent à la fois la question du régime politique et celle du régime social.

« La rage en France est devenue une maladie contagieuse. » (Cohn-Bendit) – La violence étudiante d'abord, générale ensuite, fut :

1. immédiatement efficace par sa forme: loin d'être étrangère au jeu politique normal, elle est inévitable ;

2. limitée et bloquée dans ses effets par les partis politiques d'opposition – en particulier le P.C.F. – qui, à la prise du pouvoir, préférèrent l'impuissance perpétuée devant l'Etat ;

3. efficace à terme par son contenu, où s'esquisse une situation révolutionnaire latente.

#### A –LA POLITIQUE VIOLENTE

La violence des paroles et des manifestations commença dans les amphithéâtres et dans la rue; elle fut « extra-parlementaire ». Si les discours des députés n'eurent pas de prise sur elle, sa contagion, par contre, suffit à faire dissoudre le Parlement. Seul celui qui a la stupidité de confondre vie politique et vie parlementaire pourra s'imaginer que « la violence » a violé le paisible « débat politique ». Abandonnant le règne des déclarations verbales pour se définir dans le monde des rapports de force, la politique ne se fait aucune infidélité, elle devient simplement sérieuse.

La possibilité ultime, mais permanente, d'user de la violence physique définit le jeu des forces politiques dans sa spécificité. Pas de politique sans horizon de violence, toute la philosophie politique classique (« bourgeoise ») l'affirme, la pratique politique contemporaine le confirme et, sur ce point, le marxisme n'innove pas lorsqu'il définit la vie politique par la *lutte* (des classes).

On peut ici se réclamer de Mao tse-Toung (le pouvoir est au bout du fusil), mais il suffit de prendre ses références chez Max Weber, auteur parfaitement officiel, peu suspect d'extrémisme, et enseigné, lui, en Sorbonne :

« L'Etat ne se laisse définir sociologiquement que par le *moyen* spécifique qui lui est propre, ainsi qu'à tout autre groupement politique, à savoir la violence physique.

« Tout Etat est fondé sur la force » disait un jour Trotsky à Brest-Litovsk. En effet, cela est vrai<sup>6</sup>. »

A l'horizon de tout dialogue, l'Etat moderne maintient sa force, il « revendique avec succès pour son propre compte le *monopole de la violence physique légitime* » (Weber) . S'il rompt le dialogue avec ceux qu'il décide d'estimer « non représentatifs », il ne laisse de choix qu'entre le silence de l'acceptation et le refus violent. Les manifestants – agriculteurs, ouvriers ou étudiants – ont tiré les mêmes leçons de « la relation tout particulièrement intime de nos jours entre Etat et violence » :

1. Qui conteste l'Etat sur quelque point que ce soit s'expose à ressentir sur son corps les effets de cette « relation tout particulièrement intime » ;

2. Qui s'expose à la violence « légitime » de l'Etat doit s'assurer un soutien populaire qui freine l'Etat et sa violence.

Seul, le courage peut soutenir la proposition qui suit logiquement ;

3. Qui recherche publiquement un soutien populaire contre l'Etat s'expose à nouveau aux conséquences de la fameuse « relation tout particulièrement intime » ;

Et seule, à son tour, l'intelligence peut conduire :

4. Qui conteste doit savoir et pouvoir utiliser la répression « légitime » de l'Etat pour s'assurer un écho populaire jusqu'au moment où l'Etat est contraint soit d'abandonner la répression, soit de perdre sa légitimité aux yeux de qui le supporte ou le subit.

La violence « extra-parlementaire » est doublement nécessaire dans ce cadre, parce que doublement politique: elle est condition d'un dialogue avec l'Etat – forcé de reconnaître « interlocuteur valable » celui qu'il ne peut supprimer physiquement; elle est dialogue effectif avec la population, en vue d'obtenir le renfort d'autres secteurs politiques.

Le principe de cette violence est aussi ancien que le régime parlementaire lui-même. La plupart des réformes sociales furent introduites par elle, puis homologuées par les députés ; lorsque sa victoire est totale, un changement de régime suit. De Gaulle en a donné le dernier exemple lorsqu'il prit le pouvoir en 1958. Enfermant Pflimlin dans l'alternative d'avoir à se démettre ou de devoir combattre l'armée française en état d'insurrection, de Gaulle n'a pas agi autrement que les étudiants des barricades, les ouvriers de Flins ou de Peugeot : ou bien les forces de l'ordre abandonnent le terrain, ou bien elles usent de la force avec les conséquences politiques que cela comporte.

L'échange des idées, oui, l'échange des coups, non, prononce sentencieusement toute autorité non sans réserver à elle seule le pouvoir de fixer la ligne de démarcation. Quelle idée neuve, quelle revendication osée, quelle forme d'expression naissante ne fut ressentie comme un coup ? Les idées reçues sont seules facilement recevables.

L'Etat exerce le monopole de la violence physique et prétend par là même détenir l'exorbitant privilège de distinguer ce qui appartient au commerce des idées et ce qui relève de l'échange des coups. Sous prétexte de protéger la liberté des idées pures, il se donne la liberté de définir ce qui est idée et ce qui ne l'est pas: monopolisant l'usage de la force, par conséquent

---

<sup>6</sup> Max Weber. *Le Savant et le Politique*: le métier et la vocation d'homme politique, p. 100 (Plon 10/18).

déterminant l'usage des idées, l'Etat proclame toujours, en dernière analyse, « je suis le seul philosophe ».

Si ce monopole de la force physique était non seulement une prétention légale mais un fait absolu, il ne laisserait place qu'au monologue d'Etat. La violence extra-parlementaire est toujours un dialogue, elle devient le seul dialogue possible quand, à la volonté de se faire entendre, s'oppose la décision de ne pas écouter.

« L'habitude de la violence » n'introduit pas le fascisme comme les péchés le diable, mais l'incapacité d'user de la violence devient impuissance devant le fascisme. Qui veut l'ignorer ne connaît pas Brecht ou Lénine, voire Machiavel et toute pensée politique depuis que la politique est pensée.

Cette inévitable violence s'inscrit dans deux types de conflits : le jeu politique traditionnel qui la refoule, la situation révolutionnaire qui la prolonge.

## B - LA POLITIQUE COINCÉE

La violence extra-parlementaire se heurte directement à l'appareil d'Etat dont elle remet en cause le monopole répressif. Les partis d'opposition eurent à choisir entre elle et la sauvegarde de l'Etat tel qu'il est. Ils essayèrent sans énergie de biaiser, comme s'il suffisait d'hésiter entre deux camps pour devenir arbitre. Ils se retrouvèrent impuissants.

Le rôle du Parti communiste fut éclatant. Il tint constamment à séparer le social et le gouvernemental, la lutte revendicative et son inévitable signification politique. Imposant la fin des grèves au nom des élections, il bloqua l'agitation sociale par le jeu parlementaire. Mais un blocage n'est pas une solution et le Parti communiste retrouve la contradiction qui lui est propre entre un état civil marxiste et une « maturité » parlementaire, entre l'affiche de principes révolutionnaires et l'action réelle modérée et stérile. Situation d'autant plus difficile, qu'en deux mois le mécanisme du blocage politique a découvert tous ses secrets. Les trois premières semaines de mai, les manifestations, grèves et occupations d'usines mettent le régime en crise. Ensuite, la violence extra-parlementaire demeure l'horizon de la crise politique. Les partis d'opposition subissent cette violence plus qu'ils ne l'exploitent ; ils refusent fondamentalement d'en accepter la logique et, ne voulant pas passer d'une crise nationale à une situation révolutionnaire, cèdent. La retraite fut masquée, on prétextait la nécessité de terminer les grèves pour permettre les élections, ou le manque de préparation et d'unité (pas encore de programme de gouvernement commun à toute la gauche). Ces arguments laissent transparaître ce qui suscite cette déconfiture : non la force de l'adversaire, mais le refus des tâches qu'implique une révolution.

Au départ, le gouvernement se réclamait de l'autorité de l'Etat, les partis de l'opposition, forts de l'autorité des grèves, réclamaient un « gouvernement populaire ». Le parlement était hors jeu, le gouvernement officiel y avait recueilli une faible majorité le 22 mai, il ne l'eût probablement plus retrouvée une semaine plus tard (Giscard-d'Estaing avait demandé le renvoi du Premier ministre).

Les menaces de de Gaulle furent aussi fermes qu'étaient faibles les moyens qu'il avait de les exécuter. La contre-menace de l'opposition fut inexistante, alors qu'elle disposait de la force suprême : continuer la grève, bloquer toute activité politique et économique.

Les élections furent un prétexte. L'opposition pouvait parfaitement répondre au chef de l'Etat qu'elle en acceptait le principe, quitte à discuter les conditions (mode de scrutin, découpage électoral calculé par le gouvernement à son profit depuis plusieurs années, intervention de l'Etat dans la campagne

électorale, etc.). Les grèves continuant, elle était en situation de force pour exiger des élections impartiales et contester un gouvernement partial.

Le manque d'un programme de gouvernement commun à toute l'opposition touche au fond la question. Les partis de gauche et d'extrême gauche n'étaient en effet pas préparés à – ou ne voulaient pas – prendre le pouvoir, non parce qu'ils manquaient de programme, mais parce qu'ils en cherchaient un. Jamais une prise de pouvoir ne s'est opérée par l'affichage d'une proclamation quinquennale.

Les transformations historiques se font selon les cas au nom de la volonté populaire, de la force, des principes ou des phrases creuses, mais le programme détaillé du gouvernement s'élabore au contact des réalités; il suit et ne précède pas l'accession au pouvoir. En situation d'urgence, passer son temps à fouiller dans ses poches sous couleur d'y chercher un programme, c'est ne pas savoir se servir de ses mains. Tous les pays offrent à leur heure ce spectacle tragi-comique ; il prend en France une saveur particulière due à la nature très ouvertement centralisée de l'Etat.

La République française est demeurée aujourd'hui encore un « empire sans empereur » (Engels) ; les ramifications infinies de son appareil, sa centralisation monarchique, sa puissance d'intervention se perpétuent depuis Richelieu et Napoléon. L'appareil a servi des intérêts divers; modernisé, il conserve son dirigisme. L'homme politique qui entreprend de détailler l'usage qu'il en propose se trouve devant l'obligation pénible de dire à chaque citoyen ce que celui-ci fera dans cinq ans. Cet art relève de l'astrologie plus que de la politique. Même quand ils s'opposent à un troisième homme, il est rare que deux astrologues prophétisent identiquement, plus rare encore qu'ils soient sérieusement écoutés<sup>7</sup>.

Par la puissance qu'il condense, l'Etat est « la pomme de discorde » (Marx) de la politique française. En se disputant autour de programmes, la gauche s'est partagé la discorde avant de tenir la pomme. De Gaulle n'eût qu'à tendre la main.

Le mois de mai a découvert ce qu'on voulait ignorer, une France audacieuse, socialement pré-révolutionnaire. Juin fit retrouver un pays politiquement

---

<sup>7</sup> « Cet immense appareil gouvernemental, qui enserme comme un boa constrictor le véritable corps social dans les mailles universelles d'une armée permanente, d'une bureaucratie hiérarchisée, d'une police, d'un clergé dociles et d'une magistrature servile, fut forgé à l'époque de la monarchie absolue comme arme de la société bourgeoise naissante dans sa lutte émancipatrice contre le féodalisme. La première Révolution française, dont la tâche était de donner libre carrière au développement de la société bourgeoise moderne, dut balayer toutes les places fortes locales, territoriales, urbaines et provinciales du féodalisme, et prépara socialement le terrain pour la superstructure d'un pouvoir d'Etat centralisé aux organes omniprésents qui se ramifiaient selon un plan de division systématique et hiérarchique du travail.

Mais la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte. L'instrument politique de son asservissement ne peut servir d'instrument politique de son émancipation.

L'Etat bourgeois moderne s'incarne dans deux grands organismes, le parlement et le gouvernement. La toute-puissance parlementaire avait, sous la République du parti de l'ordre, de 1848 à 1851, donné naissance à sa propre négation, le second Empire. Le régime impérial, avec sa dérision de parlement, est le régime qui fleurit à présent dans la plupart des grands Etats militaires du continent. A première vue, la dictature usurpée du corps gouvernemental sur la société elle-même semble également dominer et humilier toutes les classes. Mais en réalité, tout au moins sur le continent européen, elle est devenue la seule forme possible d'Etat par laquelle la classe des appropriateurs peut continuer à tenir sous sa coupe la classe des producteurs. L'assemblée de fantômes de tous les parlements français défunts, qui hantent encore Versailles, n'exerce aucun pouvoir véritable en dehors de l'appareil gouvernementale, tel qu'il a été façonné par le second Empire. » Karl Marx, *La Guerre civile en France*, deuxième essai de rédaction, éd. Sociales, p. 257.

beaucoup plus bourgeois et conservateur, traditionnel. Un blocage tient séparé le social et le politique: l'enjeu des luttes politiques (l'utilisation de l'Etat tel qu'il est) ne correspond pas à l'enjeu des luttes sociales (une autre société). La société étant gérée par l'Etat, l'Etat s'est mis en autogestion: plus il est grand et centralisé, plus il doit être habité par une volonté unique, plus cette volonté est (auto) conservatrice.

Dans le jeu politique officiel, qu'accepte l'opposition parlementaire, ce n'est plus la société qui contrôle l'Etat, mais l'Etat qui impose à la société ses propres principes, « règles générales que l'on prescrit aux autres, pour pouvoir conserver soi-même plus de liberté d'action » (Marx). Elaborant ses programmes, l'opposition suppose l'Etat, tandis que l'Etat, empire sans empereur, suppose un sauveur de l'ordre, empereur sans couronne. Toute à la confection de ses petits papiers, l'opposition fournit les verges pour se faire fouetter.

Pour une opinion facilement manipulée, tant qu'il n'y a pas de crise, un nouveau programme d'Etat est inutile, tout est en ordre; quand la crise éclate, l'Etat est le seul programme: il faut sauver l'ordre, sans lequel « la gauche elle-même ne pourrait réaliser ses programmes ». Tant que l'Etat actuel ne sera pas fondamentalement remis en chantier, la moindre crise suscitera la réapparition d'un homme fort, la France en a rarement manqué, ce ne sont pas eux qui font l'Etat, c'est l'Etat qui les produit.

L'adversaire politique des mouvements de mai, celui qui frappe d'impuissance les partis de gauche et d'extrême gauche depuis des dizaines d'années, n'est pas tel ou tel personnage auquel on répondrait en publiant quelque affiche électorale, l'adversaire n'est pas la prétendue « société de consommation » et l'apparente « dépolitisation des masses » – mais bien la dépolitisation de la société par l'Etat.

Qui laisse tous les pouvoirs concentrés aux mains de l'Etat se soumet à un chantage éternel: sauver l'Etat, c'est sauver l'Ordre, renforcer l'Etat, c'est renforcer celui qui détient le pouvoir ici et maintenant. Faisant de la rue, des usines et des universités les lieux de la vie politique, le mouvement né en mai mène de front re-politisation et dé-étatatisation, ce qui conduit non à un changement de programme politique mais à un bouleversement de la nature même du pouvoir, par conséquent à une révolution. La « parodie » d'Empire de Napoléon III, remarque Marx, « était nécessaire pour libérer la masse de la nation française du poids de la tradition et dégager dans toute sa pureté l'antagonisme existant entre l'Etat et la société » (1852). A l'Empire succède non la République parlementaire, mais la Commune de Paris<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> L'idée d'une progression nécessaire ou logique qui mènerait d'un régime autoritaire à un régime parlementaire puis au socialisme – la « voie parlementaire » vers le socialisme – est si étrangère à Marx qu'il trouve beaucoup plus concevable le chemin inverse, du parlementarisme au régime autoritaire puis à la révolution socialiste. De la république parlementaire de 1848 à l'Empire de Napoléon III, de celui-ci à la Commune, « les cycles des formes politiques n'ont été que l'expression politique des changements véritables qu'a subis la société ». (*La Guerre civile en France*, éd. Sociales, p. 263). Expression *inversée*, au développement de la société bourgeoise correspond un renforcement de l'Etat répressif, non de la démocratie:

« Mais la révolution va jusqu'au fond des choses. Elle ne traverse encore que le purgatoire. Elle mène son affaire avec méthode. Jusqu'au 2 décembre 1851, elle n'avait accompli que la moitié de ses préparatifs, et maintenant elle accomplit l'autre moitié. Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour pouvoir le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne le pouvoir exécutif, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera: « Bien creusé, vieille taupe! » (*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852.)

De la I<sup>ve</sup> à la V<sup>e</sup>, mais non de la V<sup>e</sup> à la démocratie parlementaire bourgeoise. « La République parlementaire, enfin, se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du

L'opposition manqua le pouvoir parce qu'elle ne voulut pas agir; elle se prétendit condamnée à l'inaction parce qu'elle n'avait pas de programme. De la rue, les travailleurs lui tendaient le pouvoir, elle préféra discuter en chambre de ce qu'elle ferait plus tard, sans laisser à ceux qui lui donnaient le pouvoir aujourd'hui le soin d'en décider demain. Le pouvoir, surpris, passa sous les fenêtres et s'en alla, lassé.

Il y a un siècle, Marx mentionnait « cette maladie toute spéciale... qui relègue dans un monde imaginaire ceux qui en sont atteints et leur enlève toute intelligence, tout souvenir et toute compréhension pour le rude monde extérieur ». Epingler ce nouveau symptôme de *crétinisme parlementaire* n'épargne à personne la nécessité d'interroger les causes de la maladie. Visant le pouvoir, l'opposition parlementaire encourage la révolution, reculant devant la révolution, elle se soumet à l'ordre. Dans les deux cas, elle ne peut pas faire passer ses programmes derrière le dos de l'Etat; elle est sommée de le soutenir lorsqu'il vacille et de se taire lorsqu'il n'a plus besoin d'elle. La fameuse dépolitisation se résume en une déparlementarisation du peuple, « convaincu que les temps sont passés où le caquetage d'un troupeau d'oies pouvait sauver le Capitole ». (Marx)

## C – L'ÉCLAIR DE LA RÉVOLUTION

La révolution surprend, adversaires, partisans, spectateurs, tous sont ébahis. Elle « éclate » comme un « coup de tonnerre » ou comme une « décharge électrique » (Marx) ; on ne la prévoyait ni à cette date ni en ce lieu, on ne l'attendait plus.

Qu'une révolution prenne son temps, ses éclats se dispersent et la surprise tente de se reprendre. Emeutes étudiantes – grèves, revendications, crise politique – élections: la pensée officielle éparpille les aspects d'une même situation et refuse de faire l'addition. La violence brusquement apparue, elle la juge « anormale », elle l'explique à partir de la société « normale », paisible et organisée en son fond, mais fissurée par de simples accidents que quelques réformes feraient disparaître. Pourtant, il suffit de rassembler toutes les revendications pour y découvrir un souffle que seule une révolution peut satisfaire. Est-ce utopie ?

L'unanimité se fait pour affirmer que l'esprit de la révolution plane au-dessus des eaux mortes d'une « situation objective » non révolutionnaire. La statistique politique semble le confirmer; la plupart des partis n'affichent pas la révolution à leur programme. La statistique sociale apporte sa contribution: les étudiants sont, de naissance, petits-bourgeois, lorsqu'ils prônent la révolution et qu'ils sont dénoncés (« gauchistes ») par les organisations ouvrières, ils ne représenteraient qu'eux-mêmes, pas la classe ouvrière. Or, sans cette dernière, toute révolution est indubitablement impossible.

L'ennui d'une telle description tient à ce qu'elle est aussi vraie aujourd'hui qu'hier. Les étudiants étaient nés petits-bourgeois et « coupés de la classe ouvrière » le 13 mai autant que le 2, ils n'en furent pas moins à l'origine d'une grève générale. Les partis politiques n'avaient pas modifié leurs statuts, le mercredi 29 mai, personne pourtant ne garantissait plus leur légalisme car nul ne savait encore où était la légalité. La description, le

---

pouvoir gouvernemental. Toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine, au lieu de la briser. Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considérèrent la conquête de cet immense édifice d'Etat comme la principale proie du vainqueur. » (*Ibid.*)

sondage, les statistiques et le journalisme n'effleuraient que la société *manifeste*, tandis que la révolution révèle une société *latente* surgissant brusquement: « Ce qui fait l'importance de toutes les crises, c'est qu'elles manifestent ce qui, jusque-là, était latent, rejettent ce qui est conventionnel, superficiel, secondaire, secouent la poussière de la politique, mettent à nu les ressorts véritables de la lutte des classes, telle qu'elle se déroule réellement. » (Lénine)

La maladie, qui couve en une société officiellement paisible, n'apparaît — comme les névroses chez les individus — qu'en période de crise. Dans l'intervalle, le travail de la révolution demeure cachée, les galeries se creusent sous la surface tranquille sans qu'on puisse en dessiner le tableau d'ensemble. Seul l'examen des crises permet de s'exclamer avec Marx « bien creusé vieille taupe! ... » ; seule la crise révèle la « situation objective » de la révolution et la valeur des prétentions révolutionnaires de chacun. (Un jour — le 4 août 1914 — suffit à Lénine stupéfait pour s'apercevoir que les dirigeants ouvriers du plus grand parti ouvrier d'Europe étaient politiquement des bourgeois: les socialistes allemands acceptaient que la guerre commence.)

Il s'ensuit deux manières de définir une société. La première est *descriptive* ; elle s'absorbe dans la considération de la surface calme, elle compte les voix des différents partis, elle compare les revenus et les revendications des différentes classes. La seconde est *stratégique* ; ses lumières, elle ne les cherche pas dans la clarté douce qui enveloppe une société d'apparat, elle les trouve dans les éclairs que projettent crises ou révolutions ; elle définit les classes à partir de leurs conflits décisifs et ne se borne pas à les aligner côte à côte ; pour elle, la statistique des classes trouve sa clef dans la lutte de classes, pas l'inverse.

Le mouvement de mai n'est pas né d'un jeu parlementaire, il n'est pas mort avec un passe-temps électoral. Sous les bulletins de vote, subsiste la situation révolutionnaire mise à découvert en mai.

### III

#### LA SITUATION REVOLUTIONNAIRE

Trois signes distinctifs font l'originalité du mouvement de mai: le rôle des étudiants, l'importance de l'opposition jeune-adulte et l'« anarchisme », le côté anti-autoritaire des initiatives. Ces trois caractères, trois constantes, tout mouvement révolutionnaire en France les présente. S'ils n'apparurent pas si nettement, ni si complètement en 1936 ou en 1944, il faudrait logiquement conclure que la situation est plus révolutionnaire en 1968. Ces traits, les dirigeants communistes ont préféré les épinglez sous l'étiquette « gauchisme », refusant de remarquer qu'à travers son allure jeune et primesautière une révolution au XX<sup>e</sup> siècle les dévisage.

Les étudiants la dévoilent comme enjeu, la « révolte des jeunes » en découvre la force, l'initiative anti-autoritaire situe le lieu du combat décisif: l'Etat. Le mois de mai a distribué tous les éléments d'une bataille non encore livrée.

#### A — ETUDIANTS ET RÉVOLUTION POPULAIRE

Le mouvement étudiant fut dynamite par ce que les grévistes surent lire en lui: le socialisme à portée de la main et une manière de mettre la main sur le socialisme. A travers les étudiants, les travailleurs ont découvert que la révolution est possible, c'est-à-dire se sont redécouverts.

On se plaît à distinguer les revendications étudiantes, qui seraient d'ordre purement universitaire, et leurs « rêves » révolutionnaires. On pourrait de même « distinguer » l'acide sulfurique en tant qu'acide sulfurique et l'essence en tant qu'essence pour, à partir de cette belle analyse, prétendre avoir démonté que le cocktail Molotov n'existe pas. Tout le monde connaît les données économiques, sociales et démographiques qui transforment les universités en foyer de mécontentement permanent. On oublie, par contre, que de tous temps les étudiants sont une masse critique dont l'explosion peut déclencher les révolutions. La définition descriptive de la situation des étudiants en dissimule sa définition stratégique, foyer non plus de mécontentement, mais de révolution.

L'occupation de la Sorbonne eut un effet fulgurant parce qu'elle transformait toute lutte ouvrière en lutte populaire. Une révolution ouvrière purement ouvrière échoue, les journées de juin 1948 en témoignent « aux côtés du prolétariat il n'y avait personne d'autre que lui-même » (Marx) .

Une révolution n'a des chances de réussir que si elle prend feu sur sa face populaire, non sur sa seule face ouvrière. Lorsque Marx, deux mois après avoir écrit le *Manifeste Communiste*, tente de radicaliser la révolution allemande (avril 1848), il fonde un journal bourgeois et milite dans la bourgeoisie rhénane. Il ne suffit pas d'expliquer que le cas est particulier, qu'il s'agissait d'abord de mener à son terme une révolution bourgeoise pour qu'ensuite la révolution d'un prolétariat encore peu développé prenne le relais. Cela est vrai, mais n'explique que le cas particulier, non la loi générale: toute révolution prolétarienne naît d'une « crise nationale », c'est-à-dire d'une révolution bourgeoise bloquée, quand les tâches démocratiques ou nationales s'imposent urgentes, et qu'une société bourgeoise se montre incapable de les assumer par crainte d'être doublée et de perdre ses privilèges.

Les étudiants « solidaires des travailleurs » ont compris le mécanisme des révolutions, au XXe siècle, un « 1789 » séparé est devenu impossible, les objectifs démocratiques bourgeois ne peuvent être atteints qu'en construisant une société socialiste. Il n'y a pas de place aujourd'hui pour deux révolutions, l'une démocratique, l'autre prolétarienne; la première ne peut être atteinte que parce que la seconde l'entraîne avec elle, dans une étape initiale que Lénine qualifiait en Russie comme « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », que les Chinois nommèrent « Démocratie nouvelle » et que Marx déjà désignait, pour l'Europe continentale, comme une « révolution véritablement populaire<sup>9</sup> ».

---

<sup>9</sup> Lettre à Kugelman, 12 avril 1871. Lénine commente: « Sur le continent de l'Europe de 1871, le prolétariat ne formait dans aucun pays la majorité du peuple, la révolution ne pouvait être « populaire » et entraîner véritablement la majorité dans le mouvement qu'en englobant le prolétariat et la paysannerie. Le « peuple » était justement formé de ces deux classes. Celles-ci sont unies par le fait que la « machine bureaucratique et militaire de l'Etat » les opprime, les écrase, les exploite. *Briser* cette machine, la *démolir*, tel est véritablement l'intérêt du « peuple »... telle est la condition première de la libre alliance des paysans pauvres et des prolétaires... » (*l'Etat et la Révolution*).

Toute révolution prolétarienne, pas seulement la Commune, est nécessairement populaire en ce sens :

1° car le capitalisme « crée inéluctablement de nouvelles couches moyennes... ce serait une grave erreur de croire que pour que la révolution prolétarienne s'accomplisse, une prolétarianisation *intégrale* de la majorité de la population soit nécessaire ».

2° les étudiants peuvent être, aux côtés du prolétariat socialiste, « l'avant-garde de la démocratie révolutionnaire » par opposition à la bourgeoisie libérale (1905).

La lutte des étudiants n'est pas venue ajouter simplement les revendications de l'Université à celles des ouvriers et des paysans. La contagion de l'exemple ne s'explique pas par l'addition des revendications. Le déclenchement d'une grève dans une usine tend toujours à provoquer des réactions en chaîne « tant est grande l'influence morale des grèves, tant est contagieux pour les ouvriers le spectacle de leurs camarades qui, ne fût-ce que momentanément, cessent d'être des esclaves pour devenir les égaux des riches ». En ce facteur que Lénine nomme « moral » pour y marquer quelque chose de plus que la stricte revendication économique, la révolution latente se découvre dans l'égalité un moment conquise. Les deux plus grandes grèves françaises du XXe siècle (1936-1968) doivent leur caractère massif à la matérialisation de ce « facteur moral » : la victoire du Front populaire<sup>10</sup>, comme la Sorbonne rouge, c'est la révolution à l'état naissant. Une grève générale – tout le monde le sait – met en cause la société entière, il faut par conséquent que la société soit globalement mise en question pour qu'une grève générale puisse éclater. Même si le Parti communiste leur refuse un brevet dûment paraphé, c'est parce qu'ils sont apparus révolutionnaires que les étudiants ont mis le feu aux poudres.

Preuve que la situation est révolutionnaire : le feu a pris<sup>11</sup>.

## B – LES JEUNES OU LA RÉVOLTE DES FORCES PRODUCTIVES.

Dans les usines, quand il faut organiser la grève, occuper, se battre contre les C.R.S., dans les universités, dans la rue, les lycées, partout, les jeunes sont de beaucoup les plus décidés. Semblablement les jeunes cadres, ingénieurs, techniciens, qui participent au mouvement comme jamais à une grève auparavant. Les théories vaguement psychologiques sur les conflits de génération ne sauraient expliquer l'importance prise tout à coup par la jeunesse devenue à la fois principe d'unification et accélérateur du mouvement révolutionnaire.

Un jeune ouvrier est un jeune ouvrier, un jeune bourgeois est un jeune bourgeois, les jeunes ne forment pas une classe sociale – remarques justes que les « penseurs » du Parti communiste ont transformé en mol oreiller . Un jeune

---

### Conclusion :

« Si un parti marxiste décompose le *peuple* en *classes* ce n'est pas pour que la classe d'avant-garde se replie sur elle-même, s'assigne un cadre étroit, castré son activité de peur que les maîtres économiques du monde ne se détournent; c'est pour que la classe d'avant-garde, qui n'aura plus à souffrir de l'ambiguïté, de l'inconstance, de l'indécision des classes intermédiaires, puisse combattre avec d'autant plus d'énergie et d'autant plus d'enthousiasme pour la cause du peuple entier, à la tête du peuple entier. » (Lénine)

<sup>10</sup> Depuis les combats de rue de février 1934 jusqu'à la victoire électorale d'avril-mai 1936.

<sup>11</sup> Si l'on veut préciser la nature de ce « facteur moral » – analogue à la « valeur exemplaire » de certaines actions (Mouvement du 22 Mars) – il faut le rapprocher de *l'efficacité symbolique* dont Levi-Strauss a analysé le fonctionnement. La « psychologie des foules », la « contagion » n'expliquent rien parce qu'elles expliquent tout. La Sorbonne rouge accouche quelque chose de précis: le « socialisme latent » des travailleurs. A propos d'un autre accouchement: « Il est commode de se débarrasser de ces difficultés en déclarant qu'il s'agit de cures psychologiques. Mais ce terme restera vide de sens tant qu'on ne définira pas la façon dont des représentations psychologiques déterminées sont invoquées pour combattre des troubles physiologiques, également bien définis. » (Levi-Strauss, *Anthropologie structurale*, p. 211.)

ouvrier n'est pas un ouvrier d'âge mûr, un jeune cadre n'est – assez souvent – pas un vieux cadre, la différence explose dans le mouvement de mai.

Profonde, la coupure n'est pas fixe. L'âge ne donne qu'une première indication, un travailleur français sur quatre aura moins de vingt-cinq ans en 1971. Moins de vingt-cinq ans = chômage, bas salaire, crise du logement, etc. : l'âge ne détermine pas positivement la jeunesse (la maturation biologique a lieu vers quatorze ans), la société bourgeoise la définit négativement en l'excluant. Le jeune campe dans la société sans y habiter, elle l'exploite sans « l'intégrer ». L'économie capitaliste et l'administration étatique plantent les poteaux frontières en fonction de leurs besoins particuliers et variables, le front de la contestation varie en conséquence sans se laisser délimiter par la date de naissance. On peut rester jeune toute sa vie, c'est matériellement la misère ou l'insécurité, bourgeoisement, la malédiction, intellectuellement, une chance.

La révolte des étudiants a « pris » comme une traînée non de poudre mais de jeunesse. Fils de bourgeois, futurs cadres relativement privilégiés, les étudiants sont cela, mais avant tout ils constituent une réserve de forces productives : quand ils interrogent leur avenir, ils ne peuvent pas ne pas contester globalement la société. Leur avenir se joue au point où le travail vivant est soumis aux relations d'argent, où leurs forces productives sont intégrées, cassées ou perverties par ce que Marx nommait la « base étriquée » des rapports (sociaux) de production. La chose la plus importante de toute la vie est le choix du métier: la société en décide qui fait l'un chômeur et l'autre valet. La lutte des étudiants cristallise et manifeste publiquement *la révolte de l'ensemble des forces productives modernes contre les rapports de production bourgeois*.

Soit: la seule cause que Marx ait assignée à une révolution en Europe.

Il désigne comme « forces productives » non seulement les machines et l'organisation matérielle de la production mais aussi bien les hommes, les travailleurs rassemblés et encore la science et les porteurs de la science, le savoir technique et les techniciens. Plus l'industrie se développe, plus la science apparaît une force productive immédiate: « l'ensemble du procès de production n'est plus alors subordonné à l'habileté de l'ouvrier; il est devenu une application technologique de la science<sup>12</sup> ». La distance entre Renault et les facultés diminue d'autant que leur position dans la production se rapproche: « l'invention devient alors une branche des affaires et l'application de la science à la production immédiate détermine les inventions en même temps qu'elle les sollicite<sup>13</sup> ».

Lire dans le ciel de mai la conjonction du « mouvement revendicatif des étudiants » et du « mouvement revendicatif des ouvriers » en ajoutant la queue de comète des cadres, c'est regarder tourner les planètes en oubliant le soleil. L'ouvrier, l'étudiant, le jeune cadre, le chercheur remettent en cause ensemble toute l'organisation de la production des richesses, la révolte générale est celle du producteur. « Ce n'est ni le temps de travail utilisé, ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse; c'est l'appropriation de sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer, dès lors qu'il s'est constitué en un corps social<sup>14</sup>. »

Les hausses de salaires commencent à être réduites par les « exigences de l'économie », désormais ce sont ces exigences elles-mêmes qui sont en cause. Les premières mises en marche « autogérées » d'usines en grève, la multiplication des comités de gestion et des commissions de réforme constituées par les grévistes introduisent une toute autre revendication que

---

<sup>12</sup> K. MARX, Fondements de la Critique de l'Economie politique, éd. Anthropos, t. II, p. 214.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 220.

<sup>14</sup> 1 *Ibid.*, p. 222.

la simple augmentation des salaires: *l'abolition du salariat*. Le mot d'ordre classique est devenu horizon tout proche, il n'implique pas la disparition immédiate du salaire mais la reconnaissance du fait qu'un producteur n'est pas payé par la somme qu'on lui verse, même avec une minime augmentation. L'argent ne peut plus être l'équivalent de l'ouvrier, comme il ne peut demeurer la mesure des exigences globales de l'économie.

Le scandale inauguré en mai fut parfait: on a *parlé sans compter*. A tous les niveaux, les producteurs ont spéculé avec des mots tandis que les spéculateurs sans phrases ne pouvaient plus décider du destin de tel travail ou de telle recherche en comparant le taux des intérêts investis. Il y avait une hiérarchie du silence qui transmettait du haut vers le bas les « exigences de l'économie » ponctuées par les récessions et les crises. Il y eut soudain une pyramide d'initiatives en sens inverse.

Il faut un mécanisme régulateur – mais pourquoi celui de la libre concurrence, de toute façon fort limitée, pourquoi celui des finances de l'Etat, de toute façon orientables en sens divers ? on commença à en utiliser un plus simple, la bouche et l'oreille. Les plus grands économistes américains redécouvrent, avec une hâte suspecte, que l'or « est un fétiche barbare » (Keynes) et qu'il convient de régler les échanges internationaux par des conversations entre responsables plutôt que par les « mécanismes aveugles » de la circulation monétaire. L'idée pointue que la recette pourrait être appliquée à l'économie nationale par des producteurs qui s'estiment pour le moins aussi « responsables » que les dirigeants actuels des grandes puissances. La participation des chercheurs, des techniciens, de jeunes cadres au mouvement de mai a distingué la hiérarchie financière et la responsabilité technique dans l'économie française. Le règne de la parole succédant à celui de l'argent, les décisions prises en fonction de l'utilité sociale et non de la rentabilité des intérêts à plus ou moins court terme, le débat public au lieu des tractations privées, le contrôle de la production par les producteurs: le socialisme.

Dans une société particulièrement mûre pour une révolution, le front de la lutte de classes passe à travers toute la société. La jeunesse n'est pas une nouvelles classe, elle se tient en avant-poste sur les positions du prolétariat parce qu'elle incarne la rébellion de l'ensemble des forces productives. L'opposition du capital et du travail devient d'une façon immédiatement visible celle du mort et du vivant, « en d'autres termes, au travail passé (dans le temps) et présent dans l'espace (= le capital et la société capitaliste) s'oppose le travail vivant et présent dans le temps. Au capital ne peut s'opposer que la force du travail vivant<sup>15</sup> ». La société bourgeoise est le mort qui saisit le vif.

Réciproquement le front de la bourgeoisie englobe d'autres couches de la population qui profitent indirectement de l'exploitation ou qui ont peur. Une société mûre que la révolution n'accouche pas développe des excroissances parasitaires que des décisions issues d'une discussion rationnelle et publique trancheraient. Les forces productives devenant de moins en moins individuelles, de plus en plus collectives et organisées, à mesure qu'une personne ne participe plus activement à la production, son sentiment d'impuissance augmente, comme son souci d'une sécurité même médiocre. Donc sa peur devant l'inconnue qu'est, vue de loin, la production moderne. L'angoisse devant un changement qu'on ne maîtrise pas est l'argument du parti de l'ordre, l'incohérence de l'économie capitaliste lui assure sa force parlementaire.

Aucune couche de la population n'échappe au partage. L'humilité devant les « exigences » de l'économie (capitaliste) peut envahir certaines fractions de

---

<sup>15</sup> Marx, *op. cit.*, t. II, p. 652.

la classe ouvrière, « la science se manifeste dans les machines, et apparaît comme étrangère et extérieure à l'ouvrier » (Marx). D'autant qu'il existe une « aristocratie ouvrière » qui craint pour sa sécurité, c'est-à-dire pour les miettes qu'elle ramasse dans l'économie actuelle. Engels puis Lénine avaient dénoncé les chefs des syndicats anglais comme parfaits représentants de cette « élite » parasitaire: souvent, dans les grèves de mai, les jeunes et les travailleurs âgés (qui se souviennent de 1936) se sont opposés à certains responsables d'âge moyen trop « modérés ».

Dix millions de grévistes: non seulement la grande majorité des travailleurs salariés mais l'essentiel des forces productives de la nation, d'où la possibilité d'une révolution *populaire*. Ce n'est pourtant pas telle quelle la majorité des habitants. En outre, unis en occupant l'usine les grévistes sont seuls centres de décision, dispersés dans leurs lieux d'habitation ils redeviennent objets des décisions que radio et journaux leur transmettent, d'où la nécessité d'une révolution populaire; le parlement ne représente pas les forces productives, il ne leur donnera pas le pouvoir bien qu'il puisse homologuer après coup le fait qu'elles l'ont saisi et qu'elles le conservent. Un pouvoir ne se donne pas, il se prend.

#### C - L'INITIATIVE ANTI-AUTORITAIRE ET LE DÉPÉRISSEMENT DE L'ÉTAT .

Mai fut le mois de Diogène, chacun fit grève dans son tonneau. Les syndicats demandèrent à l'Etat et aux patrons « que feriez-vous sans nous ? », ils retinrent la question suivante : « qu'allons-nous faire sans eux ? » L'Etat réduit à son chef esquissa à son tour un mouvement de grève: « que feriez-vous sans moi ? »

La réponse suppose que les grévistes passent du blocage du pouvoir à l'exercice du pouvoir – elle fut avancée (à Nantes) mais soigneusement refoulée par les organisations « représentatives » de la classe ouvrière. Solution pourtant classique: « la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire. C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire en France » (Marx).

En mai, la machine bureaucratique était bloquée par sa propre auto-contestation, l'armée mal préparée à intervenir, il ne restait que la police, affaiblie et quelque peu démoralisée.

L'appareil militaire, fortement allégé depuis l'armée pléthorique de Napoléon III, n'est pas capable d'assumer la répression. Il ne saurait se substituer à l'activité économique des grévistes, ni les ramener un par un au travail. Engels, qui devait tenir compte d'une armée autrement réactionnaire et puissante, la prussienne, faisait remarquer qu'on ne saurait « débarrasser le monde, grâce au jeu des canons Krupp et des fusils Mauser, des effets économiques de la machine à vapeur et du machinisme moderne ». De plus la présence du contingent et de certains techniciens peu disposés aux tâches de police freine cette utilisation<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> Dans une situation (autrement) difficile pour une révolution, en 1876, Engels poursuit: « L'armée est devenue le but principal de l'Etat, elle est devenue un but en soi, les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais le militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre ruine. La concurrence des divers Etats entre eux les oblige... à familiariser le peuple tout entier avec le maniement des armes, donc à le rendre capable de faire à un moment donné triompher sa volonté en face du commandement

La bureaucratie d'Etat commençait à éclater de l'intérieur, offrant le joyeux spectacle d'un ministre responsable du maintien de l'ordre dont les communications avec les départements sont coupées par ses propres services de transmission en grève. La distinction entre les organes répressifs et parasitaires de l'Etat et ses fonctions légitimes se fait alors aisée, les employés de l'Etat peuvent devenir les employés de la société<sup>17</sup>.

Toute politique révolutionnaire présente deux visages; si on les sépare, l'un apparaît « dirigiste » (dictature jacobine, dictature du prolétariat) , l'autre « anarchiste » (destruction de l'Etat comme excroissance parasitaire, « dépérissement de l'Etat »). Ce ne sont pas là deux étapes successives, la dictature du prolétariat ne précède pas la démocratie révolutionnaire et socialiste, ces deux tâches sont distinctes mais contemporaines. Une révolution doit se défendre – souvent contre des armées étrangères – d'où la dictature exercée sur l'ennemi. Une révolution doit exister et comme telle « développer la démocratie jusqu'au bout », non en remplaçant la machine d'Etat par une autre hiérarchie (de parti) mais en instaurant l'éligibilité et la révocabilité des responsables à tous les niveaux :

« C'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement. Rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique<sup>18</sup>. »

---

militaire. Et ce moment vient dès que la masse du peuple – ouvrier de la ville et des champs et paysans – a une volonté.

A ce point, l'armée dynastique se convertit en armée populaire, la machine refuse le service, le militarisme périt de la dialectique de son propre développement. Ce que la démocratie bourgeoise de 1848 n'a pu réaliser précisément parce qu'elle était *bourgeoise* et non prolétarienne – l'acte de donner aux masses laborieuses une volonté dont le contenu correspondit à leur situation de classe – le socialisme y parviendra infailliblement.

Et cela signifie l'éclatement *par l'intérieur* du militarisme et, avec lui, de toutes les armées permanentes » (Anti-Dühring) ; ce que le parlementarisme de 1968 n'a pu réaliser est « infailliblement » à la portée d'un mouvement révolutionnaire.

<sup>17</sup> « La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, fait place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes...

« L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la constitution communale; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société. Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter » et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs, de comptables pour son affaire. » (Marx, *ibid.*)

<sup>18</sup> Marx : *La Guerre civile en France*. De même Lénine: « le premier acte par lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société – la prise de possession des moyens de production au nom de la société – est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration

Les « paroles oubliées » de Marx reviennent sur toutes les lèvres en mai, il les avait cueillies sur celles expirantes de la Commune, l'inspiration retourne à sa terre natale. Lénine les avait reprises mot pour mot juste avant octobre 1917 : « du moment que c'est la majorité du peuple qui mate *elle-même* ses oppresseurs, il n'est plus besoin d'un « pouvoir spécial » de répression. C'est en ce sens que l'Etat *commence à s'éteindre* ». S'il dût plus tard abandonner « la démocratie jusqu'au bout », renforcer l'Etat et la bureaucratie, il le fit dans une Russie dévastée, avec 30 millions de morts provoqués par le blocus, la guerre étrangère et civile – en outre parfaitement conscient du danger « féodal » qui menaçait. Les principes de gouvernement tirés de la Commune de Paris sont beaucoup plus « modernes » et actuels que le modèle de l'Etat en U.R.S.S.

Au mois de mai la « dictature du prolétariat » n'avait à s'exercer que sur les briseurs de grève: une partie de la police, quelques commandos privés et peut-être une fraction de l'armée. Seule l'autre tâche fit reculer la révolution, aucun parti prétendu démocratique ou révolutionnaire n'accepta « d'éteindre

l'Etat » grâce à l'éligibilité et à la révocabilité des dirigeants, aucun ne choisit d'affronter le suffrage universel permanent à tous les niveaux. Sous prétexte de discuter d'un programme de gouvernement, ils remirent l'Etat bourgeois au programme et privèrent les grévistes du gouvernement.

Loin de « développer la démocratie jusqu'au bout » l'élection parlementaire ne fut, en ces circonstances, qu'un moyen de « remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique ».

Dans une France économiquement ultra-mûre pour la révolution, nullement menacée d'agression extérieure, les tâches de la « dictature du prolétariat » sont beaucoup moins grandes que celles de l'extension de la « démocratie jusqu'au bout ». Or le dépérissement de l'Etat implique le dépérissement des partis. Etats dans l'Etat, se considérant chacun comme le futur Etat, en défendant l'Etat bourgeois ils luttent pour leur propre survie.

Populaire, la révolution entreprise en mai se découvre par l'image que lui renvoient étudiants et jeunes travailleurs autant que par la contestation du pouvoir de l'argent et de l'Etat.

La société bourgeoise chaque jour naît et ressuscite du silence d'un peuple. Au-dessus des vœux et des revendications, elle fait planer les exigences de l'économie et la loi des investissements. Au-dessus du conflit des exigences et des intérêts privés, elle instaure ses monopoles et son Etat, « de tout temps la stabilité du pouvoir a signifié Moïse et les prophètes, pour le marché de l'argent et les prêtres de ce marché ». Plus haut encore, s'il le faut, la force qui sauve l'Ordre, même si « le glaive qui doit la protéger est fatalement aussi une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête » (Marx). Aujourd'hui l'épée est trop molle pour faire régner le silence, c'est le silence qui la fait régner .

---

des choses, à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli », il s'éteint. »

## LES CRANS D'ARRET

L'enjeu est la révolution. Qu'elle se fasse ou non, toutes les forces agissent en fonction de cette possibilité devenue par le mouvement de mai l'horizon de notre vie politique. Dans les périodes calmes – qui sont pour la classe ouvrière des époques défensives où le maintien et le renforcement des avantages acquis est l'objectif de l'heure – les partis paraissent se distinguer par leurs programmes essentiellement électoraux, l'un est « plus à gauche » que l'autre, plus « ouvrier » que l'autre.

Une crise profonde modifie les poids et les mesures, les partis ne se définissent plus simplement les uns par les autres, leur place dans un parlement ne suffit plus à les caractériser, leur position devant la révolution possible les juge. La concurrence des petits boutiquiers cesse, les forces de la droite devenant consciemment contre-révolutionnaires ne choisissent plus leur ennemi en se demandant « est-il de gauche ou non ? » mais elles s'interrogent : « Freine-t-il la révolution qui monte, ou bien, volontairement ou pas, l'accélère-t-il ? » Réciproquement, les forces opposées se comptent à nouveau, il n'y eut jamais de parti révolutionnaire qui ne subisse crise intérieure ou scission lorsqu'une révolution introduit l'urgence de ses questions, toute l'autorité intellectuelle de Lénine ne suffit pas à épargner ces déchirements à la direction du parti bolchevik (en mars et en octobre 1917).

L'opération électorale-parlementaire de juin n'a pas fait s'évanouir la situation profondément révolutionnaire révélée en mai. Elle montra par contre la résistance du cran d'arrêt qui bloque le développement de la révolution. Dix millions de grévistes ne reprennent pas le travail à cause des deux cent mille hommes des forces de l'ordre. Il n'y eut pas de changement de régime: le développement du mouvement révolutionnaire fut freiné – *de l'intérieur*. Les directions politique (P.C.F.) et syndicale (C.G.T.) qui prétendent au monopole de la direction révolutionnaire en France furent seules capables de remettre l'économie capitaliste en marche et les élections à l'affiche.

Désormais tous les groupes politiques se demandent combien de temps ce blocage pourra tenir. Les forces contre-révolutionnaires aussi bien que les révolutionnaires calculent leur action en fonction de la solidité du cran d'arrêt. Si elle est suffisante, l'équilibre actuel est stable et la France pourra retrouver la crise universitaire, l'inflation, le chômage sans très grands risques de bouleversements. Sinon, l'heure de l'affrontement se rapproche et les adversaires fourbiront leurs armes très extra-parlementaires.

La direction communiste verrouille d'une part une situation nationale, d'autre part une situation internationale. L'équilibre des forces de juin – qui n'est pas résultat des élections puisque les élections parlementaires en furent le résultat – est produit par deux freinages, l'un et l'autre développant une contradiction parfaitement explosive: l'ordre règne au sommet de volcans dont le sommeil n'est pas garanti.

## A – LE FREIN INTÉRIEUR.

Révolutionnaire en paroles, parlementariste en acte, le parti communiste français ressemble comme un frère au parti social démocrate allemand d'avant 1914. D'avoir participé à distance au destin soviétique et directement à la

résistance française donne une coloration plus violente aux actions des dirigeants et aux réactions des dirigés, mais la relation demeure pour l'essentiel bureaucratique. Après des dizaines d'années de régime parlementaire, les « révolutionnaires professionnels » deviennent des fonctionnaires. Lénine, parlant des marxistes allemands, décrit le mécanisme quasi fatal :

« Nous ne nous passons pas de fonctionnaires en *régime capitaliste*, sous la *domination de la bourgeoisie*. Le prolétariat est opprimé, les masses laborieuses sont asservies par le capitalisme. En régime capitaliste, la démocratie est rétrécie, comprimée, tronquée, mutilée par cette ambiance que créent l'esclavage salarié, le besoin et la misère des masses. C'est pour cette raison, et seulement pour cette raison, que dans nos organisations politiques et syndicales les fonctionnaires sont corrompus (ou plus exactement ont tendance à l'être) par l'ambiance capitaliste, et manifestent une tendance à se transformer en bureaucrates, c'est-à-dire en personnages privilégiés, coupés des masses et placés *au-dessus* d'elles.

« Là est l'*essence* du bureaucratisme. Et tant que les capitalistes n'auront pas été expropriés, tant que la bourgeoisie n'aura pas été renversée, une certaine « bureaucratization » des fonctionnaires du prolétariat *eux-mêmes* est inévitable. »

*L'Etat et la Révolution.*

Au mois de mai le Parti communiste est la seule institution où les fonctionnaires ne contestent pas explicitement la hiérarchie. Lorsqu'il rêve au pouvoir, il imagine que par une simple règle de succession parlementaire il commandera et gouvernera « avec la vieille machine d'Etat », il croit défendre son futur héritage en interdisant qu'aujourd'hui la contestation ne l'ébrèche. Il partage peut-être en cela la naïveté bureaucratique des socialistes allemands qui acceptèrent, à la quasi-unanimité, de rompre leurs engagements internationalistes, non moins unanimes, et d'accepter la mise en marche des quatre années de tuerie mondiale : en 1914 ils ne votèrent pas contre la guerre, parce qu'ils voulaient rester légaux et ne pas courir de risques, eux, les fonctionnaires actuels du socialisme futur. Lénine reprochait au plus intelligent des chefs marxistes allemands, Kautsky, d'avoir oublié que le passage du capitalisme au socialisme s'effectuait par une révolution, donc par la destruction de l'Etat répressif bourgeois. Chaque fois que le marxisme se dégrade en religion de bureaucrates, l'erreur se répète: les fonctionnaires de la révolution métamorphosent la révolution en une permutation de fonctionnaires.

Une contradiction pourtant travaille ce type de parti qui nourrit sa tranquillité parlementaire par le grand nombre de voix qu'il obtient, et qui n'obtient ces suffrages qu'en se proclamant révolutionnaire. La contradiction reste sourde tant que l'urgence d'une situation révolutionnaire ne la fait pas apparaître, elle devient déchirante et déchire effectivement ce parti quand les circonstances rendent le double jeu intenable. Malgré toutes ses « faillites honteuses » constate Lénine, le parti allemand a su révéler, après 1914, des cadres révolutionnaires qui échappaient « à l'opportunisme et au manque de caractère » de leurs anciens chefs. Le parti communiste n'est une garantie de tranquillité parlementaire qu'en période de tranquillité sociale.

La contradiction est supportable pendant des dizaines d'années à condition que tout reste immobile. Un mouvement révolutionnaire l'aiguise et risque de la faire exploser. Des millions de grévistes ont découvert en mai l'utilité de l'activité syndicale et politique qu'ils négligeaient auparavant. D'où une concurrence entre syndicats (C.F.D.T. et C.G.T.) et même entre partis (P.C.F. - P.S.U.), chacun voulant se montrer un peu plus révolutionnaire que l'autre pour recueillir adhérents et suffrages. L'effet du pluralisme syndical et politique s'inverse : en période calme il tend à ramener l'action à son plus

petit dénominateur commun, en crise il la fait escalader. Le Parti est alors prisonnier d'exigences de sens inverse, d'une part il doit rassurer ses confrères parlementaires de plus en plus inquiets devant la montée du mouvement révolutionnaire, d'autre part il doit cultiver son apparence révolutionnaire sous peine de se déconsidérer. Il commence à tourner publiquement en rond.

La concurrence extérieure se redouble à l'intérieur en chapelets de contradictions: théoriques, entre l'esprit révolutionnaire du marxisme et les gestes parlementaires, pratiques, entre ce qu'il est possible de faire et ce qu'on fait réellement. La bureaucratie n'ayant jamais supprimé la concurrence entre bureaucrates, celle-là peut envenimer la situation, chaque responsable en place se réclamant de l'esprit de parti rencontre un opposant prenant le parti de l'esprit révolutionnaire. Un parti servant de cran d'arrêt à une situation explosive devient lui-même un cran d'arrêt explosif.

Tout le monde s'en rend compte, y compris les organisations contre-révolutionnaires : un parti révolutionnaire d'affiche qui bloque en fait une révolution n'est pas lui-même garanti contre la répression: si elle ne débute pas en s'abattant sur lui, elle n'est pas terminée efficacement sans lui. Hitler commença par liquider le parti communiste allemand, le parti socialiste suivit, puis les autres.

L'équilibre que maintient le Parti en face d'une situation révolutionnaire l'installe à son tour au cœur de trois grandes contradictions : *autour de lui*, des organisations tentent de le doubler à gauche; en lui, des cadres risquent de tourner la direction dans les deux sens ; *en face de lui*, le parti de l'ordre peut se préparer à réduire un parti communiste qui pour figer le « désordre » n'en est pas moins lui-même le désordre figé: un abcès de fixation vaut mieux qu'une infection généralisée mais demeure un abcès.

Si la seule garantie qu'offre le Parti communiste à la bourgeoisie française était sa bureaucratisation, l'équilibre serait beaucoup plus fragile qu'il n'apparaît actuellement. Le Parti n'est pas seulement un frein par l'impuissance théorique et pratique propre aux fonctionnaires de la révolution, il l'est pour une raison positive, sa ligne politique générale double la garantie.

## B - LE FREIN INTERNATIONAL.

En plein jour, sans aucun secret, la France a commencé à élaborer une seconde force de frappe, qui peut être prête avant la première. De portée mondiale (« tous azimuts ») la révolution française une fois lancée ne suscitera pas de contre-frappe, aucune puissance étrangère n'ayant le moyen de faire militairement régner l'ordre à Paris.

Si la contagion qui se répand entre les facultés et les usines triomphe, elle ne restera pas limitée à l'hexagone. Les luttes ouvrières et étudiantes, la crise des régimes parlementaires ou présidentiels ne sont pas privilèges exclusifs de la France et les matières inflammables existent presque partout. Une révolution à Paris entraînerait à échéance rapide des réactions en chaîne tant en Europe occidentale (Rome, Athènes, Madrid, etc.) qu'en Europe orientale (Varsovie, etc.) ; un modèle socialiste développant jusqu'au bout la démocratie introduirait dans tous les pays industrialisés une vie politique qui ne se limite plus à faire permuter des personnages à la tête de l'Etat. La multiplication des centres politiques par le dépérissement de l'Etat et la démocratie à tous les niveaux offre un modèle contagieux que les facultés déjà révoltées dans le monde entier se chargent de répandre, les classes ouvrières de comprendre et d'appliquer. Une révolution socialiste en France déclenche, de proche en proche, la tempête.

Les puissances gardiennes et bénéficiaires de l'équilibre mondial ont pressenti le danger, leur réponse, pour être efficace, doit être anticipée. Les Etats-Unis ne peuvent venir rétablir par la force l'ordre en France sous peine de s'enliser dans un nouveau Viet-nam, mais ils aident sagement le gouvernement français sans profiter de la situation pour se venger d'un peu amical ami. L'Union soviétique est tout aussi directement visée, si les étudiants des démocraties populaires suivent l'exemple parisien, leurs émeutes ne resteront pas purement étudiantes, une révolution populaire en France en promet d'autres, de divers types, dans la plupart des pays d'Europe de l'Est et menace de se propager en Russie même. L'inquiétude suscitée chez les dirigeants soviétiques par les réformes en Tchécoslovaquie donne un avant-goût des angoisses que fait apparaître la possibilité d'une révolution en France.

L'ordre qui règne à Moscou, à Varsovie, à Berlin doit être défendu à Paris, la direction du Parti communiste français s'en est fait le gardien. Nous sommes en train de payer, fort cher, la « socialisation » forcée et policière de l'Europe centrale. De Gaulle voyageant en Roumanie ne négligeait nullement les affaires intérieures françaises, qualifiant l'U.R.S.S. comme « pilier essentiel » de l'Europe, il signifiait que la direction communiste est devenue un pilier essentiel de l'ordre bourgeois: à « l'internationalisme prolétarien » elle substitue l'équilibre européen, elle remplace la défense du « camp socialiste » contre une agression militaire extérieure par la défense de la direction soviétique contre tout mouvement populaire à l'intérieur. Les Etats d'Europe de l'Est et de l'Ouest ont le même ennemi: une révolution en Occident.

La France étant la clef des deux ordres qui se partagent l'Europe, ils tentent ensemble d'empêcher la clef de tourner. Juin fut un petit partage du monde, à la bourgeoisie la propriété conservée de l'Etat, au Parti la propriété des masses ouvrières rentrées dans les usines. Les défis électoraux visant le « totalitarisme » ou le « pouvoir des monopoles » ont l'avantage d'assurer à chacun des deux propriétaires le droit d'user et d'abuser de leurs chasses gardées respectives. La condamnation « théorique » du gauchisme d'un côté, l'interdiction policière des « groupuscules » étudiants et ouvriers de l'autre montrent la solidarité des deux puissances confrontées au même danger révolutionnaire<sup>19</sup>.

« Le Russe a commencé, l'Allemand, le Français, l'Anglais achèveront et le socialisme triomphera », proclamait Lénine en 1918. Le temps écoulé depuis n'a pas suffi à modifier radicalement la situation. Ce n'est pas l'U.R.S.S. qui risque « d'exploiter » une révolution socialiste en France, c'est une révolution à Paris qui promet de se propager vers l'Est. De Gaulle croit pouvoir compter sur cette puissance d'ordre qu'est (re)devenue Moscou pour faire de la direction du P.C.F. et de la C.G.T. les gendarmes du mouvement ouvrier français.

La direction communiste n'a pas seulement retenu le mouvement sur sa pente révolutionnaire par le freinage prudent et lâche caractéristique de toute bureaucratie satisfaite. Elle a considéré, certes, que le déperissement de

---

<sup>19</sup> L'historien de l'avenir examinera si le marchandage eut lieu en termes clairs (cas très fortement probable) ou simplement voilés: le Parti communiste donna la reprise dans les usines, le Gouvernement accorda l'interdiction des « groupuscules » révolutionnaires. Dès le début mai les dirigeants de la C.G.T. s'étaient proclamés d'accord avec les accusations de « M. le Premier ministre » quand G. Pompidou déclara que l'agitation dans les facultés relevait d'un complot à vastes ramifications internationales. Lesquelles ? L'or de Moscou étant hors de cause, on hésite entre l'or de Pékin (qui provoque nettement la « révolution culturelle » en Faculté de Médecine), l'or de Washington (la C.I.A. ayant eu l'idée d'élever des barricades pour sauver le dollar), l'or anglais (c'est une tradition) ou l'or de l'université libre de Berlin. Si ces remarques constructives tombent à l'eau, il restera l'or du Rhin, cher à Wagner. La révolution demeure, pour toutes forces de l'ordre, une puissance incompréhensible et étrange, donc « étrangère ».

l'Etat impliquait son propre dépérissement, que sa hiérarchie ne dominerait pas le bouillonnement démocratique d'une France révolutionnaire et socialiste, qu'une partie importante de ses « responsables » serait rapidement dépassée par les cadres nouveaux qui surgissent de tout mouvement authentique. Mais elle a un motif beaucoup plus fort encore, si elle élève un barrage contre tout développement révolutionnaire du mouvement de mai, plus qu'en son nom propre, c'est au nom de la direction tout entière du « camp socialiste » (U.R.S.S. et démocraties populaires) qu'elle le fait : l'équilibre de juin en France est la clef de voûte de la stabilité des deux ordres qui se partagent l'Europe, le cran d'arrêt est international.

Etrangement, la révolution en Europe occidentale est à nouveau coincée entre l'ordre venu de l'Est et l'ordre venu de l'Ouest, l'un soutenant l'autre. La situation que Marx analysait en 1850 semble se reproduire, en ce temps la Russie tsariste et l'Angleterre, pays capitaliste le plus avancé (aujourd'hui les Etats-Unis) gendarmaient ensemble le continent.

Cependant, l'équilibre d'une Europe de l'ordre est beaucoup plus fragile, aujourd'hui, qu'il y a un siècle. *Physiquement*, la Russie ne peut plus intervenir militairement contre les révolutions d'Europe occidentale. *Intellectuellement*: il est impossible à terme de fonder le maintien de l'ordre bourgeois sur des organisations qui recrutent leurs adhérents à partir d'une idéologie révolutionnaire – elles se décomposeront alors très rapidement. Etudiants, jeunes travailleurs, voire même jeunes cadres pourrissent cet équilibre précaire et il est doublement difficile de cacher aux bourgeois qu'on frappe leurs enfants (étudiants) pour sauver Moscou, et aux ouvriers, qu'on réprime les jeunes travailleurs pour défendre le capitalisme.

Toute l'Europe pèse sur la France pour maintenir l'indécision actuelle, mais les luttes ouvrières et la crise universitaire n'ont pas disparu pour autant. Le pouvoir continue à redouter la révolution, P.C.F. et C.G.T. en incarnent encore, à leur corps défendant, la possibilité. Répression et Révolution suivent une logique d'ascension aux extrêmes, ou bien le pouvoir cède ou bien il fait céder. Un mouvement révolutionnaire ne peut être définitivement stoppé que par un Etat de plus en plus policier.

Chaque crise fait douter de la solidité du cran d'arrêt, obligeant le Parti communiste français à choisir son camp. Aucune n'exclut qu'il ne s'honore – au prix d'un éclatement interne – du singulier prestige d'être le premier Parti communiste légal dans un Etat fasciste. On saura alors que les cosaques font, par C.R.S. interposés, régner l'ordre au Quartier Latin pour protéger le Kremlin, tandis que le syndicat police les usines en faisant respecter l'ordre occidental.

Telle nœud gordien qui enserre l'Europe, tel le blocage du mouvement de mai.

Les contradictions ne coexistent que dans le calme et ne se supportent que dans le silence. En proie à leurs problèmes propres, Etats-Unis et Union soviétique ne peuvent apporter qu'un soutien moral indirect aux forces d'ordre dont l'alliance n'exclut ni méfiance ni concurrence. L'agitation et la contestation développées depuis mai rendent ces contradictions incandescentes et peuvent tendre l'équilibre jusqu'à son point de rupture.

## L'ACTION

Si le mouvement déclenché en mai avait eu à lutter contre un seul adversaire, le problème d'avenir qu'il aurait désormais à envisager serait celui de l'organisation décentralisée et populaire d'une France socialiste pratiquant la « démocratie jusqu'au bout ». Mais le freinage de la direction communiste fut autrement plus efficace que la résistance gouvernementale, la surprise ne déchaînera plus les forces que cette direction comprime, des moyens d'action furent révélés en mai qui permettent cependant d'espérer faire sauter le cran d'arrêt.

## A - LA CONTESTATION .

Appelant de la révolution contre l'autorité, et de l'autorité d'une révolution à faire contre les autorités qui ne la font pas, le mouvement se heurte à trois obstacles: l'ennui, qu'il tue en naissant, la peur et la mystification qui seules donnent à la répression sa force. Une société mûre pour une révolution doit, sous peine d'accoucher sans douleur, quand elle s'observe mûre, oublier qu'elle demeure société - la droite agite le spectre de l'anarchie -, quand elle se reconnaît société, dissimuler son mûrissement - la direction communiste lui prédit à coup de sondages un « rapport des forces défavorable ». Ce couple incestueux est prolifique, la gauche a peur de la peur de la droite, la droite se découvre à gauche de son miroir de gauche, le centre remarque que l'opposition des deux est plus apparente que réelle en feignant d'oublier que la réalité de l'entente se nourrit de l'apparente opposition. Un parti de l'ordre qui ne sauve pas la société du « totalitarisme » ne se sauve pas lui-même, un parti révolutionnaire qui n'a plus d'âme révolutionnairement auréolée se perd comme corps et comme parti. Les cartes ainsi distribuées doivent rester immobiles, la règle du jeu est de ne pas le jouer.

D'où l'efficacité d'une *contestation* qui trouve moins son principe dans tel ou tel livre que son occasion dans notre société; elle se contente de dire ce que tout le monde fait et de faire ce que chacun dit qu'il fait afin de ne pas le faire. Lorsque le « rapport des forces » n'est qu'une construction de phrases et que les forces de chaque « camp » s'usent à retenir les mots, il suffit de traiter les mots par les mots et la force par la force pour miner tout l'échafaudage et provoquer une surprise explosive. Fécondant l'action révolutionnaire par la liberté de tout dire, le « mouvement » mine l'action contre-révolutionnaire menée au nom de la « liberté » du travail et de la parole, autant que l'inaction révolutionnaire dissimulée par une parole sans liberté. L'interdiction d'interdire fait aux ordres qui se partagent loyalement la France une concurrence déloyale « le dieu étranger se place humblement sur l'autel à côté de l'idole du pays; peu à peu il s'en affermit; un beau jour il pousse du coude son camarade, et patatras, voilà l'idole en bas<sup>20</sup> ».

La contestation universelle accompagne chaque grande révolution, elle fouille toute la société, inverse son haut et son bas, son frivole et son sérieux pour mieux la renverser. 1917 connut sa contestation, mais, bien avant, 1789 précédé par un irrespect à la fois populaire et subtil dont le sillage peut être suivi à travers tout le XIX<sup>e</sup> siècle - l'anarchie en fut une forme - puis au XX<sup>e</sup>, donnant par exemple le surréalisme « au service de la

<sup>20</sup> Diderot, *Le Neveu de Rameau*.

Révolution ». Les murs barbouillés des facultés parlent une langue aussi ancienne que la révolution même, la classe ouvrière la connaît depuis plus d'un siècle. Les jeunes travailleurs se sont fait les fous d'une société folle de révolution rentrée, « celui qui serait sage n'aurait point de fou ; celui donc qui a un fou n'est pas sage; s'il n'est pas sage, il est fou et peut-être, fût-il le roi, le fou de son fou<sup>21</sup> ». Mai fut le mois des neveux de Diderot avant d'être celui des enfants de Lénine.

Pour être générale, la contestation ne fait pas la somme imaginaire des revendications actuelles des différentes couches de la population, elle s'attaque directement à l'Etat et à l'économie qui interdisent toute opération de ce type en produisant et reproduisant la division entre les classes populaires et en chacune d'elles. Ces classes ne deviennent *un* peuple qu'en contestant le cadre de référence bourgeois pour se donner une perspective révolutionnaire. La contestation est « négative » dans la mesure où elle est extérieure aux divisions et aux disciplines de la société établie en même temps qu'antérieure à la construction du socialisme (Marx, déjà, laissait à d'autres le soin de « faire bouillir la marmite de l'avenir ») ; elle ne se centralise que stratégiquement, pour coordonner son attaque contre le pouvoir d'un Etat centralisé; elle est dispersée autant que le seront les centres de décision populaires de la société future, ses formes en sont multiples, comme est la vie d'un pays, solidaires comme est sa langue. « La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le système de propriété traditionnel ; rien d'étonnant si, dans le cours de son développement, on assiste à l'abandon le plus radical des idées traditionnelles<sup>22</sup>. »

La contestation n'attaque pas l'ordre réel au nom d'un désordre rêvé, elle prononce la réalité du désordre et dénonce la pudeur qui le masque. Critique en ce qu'elle sépare deux types de société, agressive parce que cette séparation a lieu dans la société bourgeoise, elle est le mouvement par lequel les forces productives entrent en rapport hors des rapports de production bourgeois; non pour abolir le travail esthétique, technique ou scientifique mais pour détruire les cloisons et les limites par lesquelles il s'adapte à une société qui est encore nôtre. La « contestation » n'est qu'un mot, le réfute aisément qui se dissimule le mouvement de paroles et d'actions par quoi une époque se détache d'une autre, passée. Le maître-mot et l'activité régulatrice de la société qui maintenant meurt fut « adaptation » des jeunes aux vieux, du socialisme au capitalisme, et vice-versa, des relations humaines à l'inhumanité de l'exploitation, etc. — Mai énonça que l'adaptation ne se fabriquait plus, ni linéairement, progressivement, ni circulairement, en participant. La contestation est d'abord contestation de *l'adaptation*. Des deux termes, l'un ne signifie rien. Au choix.

Il faut certes « gagner » sa vie pour survivre, mais, ce faisant, on calme sa faim, on ne célèbre pas la messe de l'adaptation. Une société qui refuse la révolution transforme son refus en religion, la peur est son prophète et l'immobilité son dieu. La contestation s'annonce sacrilège. Doublement: *critique*, elle sépare les exigences techniques (des forces productives) et les nécessités étriquées (des rapports de production bourgeois) — d'où la protestation des ouvriers, chercheurs et jeunes cadres qui n'acceptent pas que

---

<sup>21</sup> Diderot, *Le Neveu de Rameau*.

<sup>22</sup> *Le Manifeste communiste*. Que les aimables « penseurs » qui qualifient leur virginité intellectuelle de marxiste pour la mettre en carte prennent leurs aises en trouvant que contester « tout » c'est trop pour la théorie qu'ils chevauchent. Au lieu de feuilleter leurs histoires de la littérature en y découpant l'étiquette « romantisme », que ne lisent-ils — avec quelque intelligence — Marx ? pour découvrir que ce tout contesté n'est pas rien mais très précisément les rapports de production capitalistes dont ils apprécieront la définition dans *le Capital* ou *Critique* de l'Economie Politique.

les investissements du travail manuel et intellectuel soient soumis à l'investissement des puissances financières; *révoltée*, elle rassemble tous les demi-parias de la société : jeunes, travailleurs étrangers, etc., elle détruit les exclusions, limites de la sagesse des nations, où fleurissent leurs vices: ségrégations sociales et raciales, répressions sexuelles, etc. – ici la Sorbonne « libre » devient une nouvelle « nef des fous », les honnêtes gens y logent toutes les perversions qui les hantent<sup>23</sup>. Séparés, ces deux versants de la contestation conduisent l'un dans les eaux-mortes du réformisme, l'autre vers la littérature; rassemblés, ils mêlent renaissance et révolution. Quand jeunes travailleurs et étudiants réinventent langage, action et politique, une autre société s'annonce: « Ma foi, ce que vous appelez la pantomime des gueux, est le grand branle de la terre. » (*Le Neveu de Rameau*)

La contestation ne fut pas neutralisée comme « folklore étudiant » parce qu'elle brisa un des hauts-lieux où la société se prend au sérieux – l'Université – et fut entendue par une culture que la bonne société ridiculise – la tradition révolutionnaire. Sur le fond de cette entente peuvent s'agencer formes d'action et organisations qui la développent.

## B – LE MOUVEMENT: OUVRIERS ET ÉTUDIANTS.

La Sorbonne n'est pas une usine – c'est pourquoi le premier drapeau rouge sur la Sorbonne révolutionnaire provoque un tel mouvement dans les usines. Les étudiants sont « étrangers » aux ouvriers, mais ils n'en sont pas « coupés », ils ont agi sur eux de l'extérieur et en tant qu'extérieurs: « la conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier *que de l'extérieur*, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de *toutes* les classes et couches de la population avec l'Etat et le gouvernement, le domaine des rapports de toutes les classes entre elles » (Lénine, 1902). Les étudiants ne sont pas le parti bolchevik, ils n'ont pas apporté aux ouvriers la conscience politique (révolutionnaire) mais ils ont apporté à cette conscience préexistante des éléments qui lui étaient restés extérieurs. Le simple fait de l'action de masse des étudiants présente le rapport entre l'Etat et les classes sous un éclairage neuf; les formes d'action extra-parlementaires et les débats étudiants s'y ajoutent. Venu de l'extérieur de la relation ouvriers-patrons, l'étudiant est à la fois une information (par son action) et un informateur (par ses mots d'ordre propres et sa parole) qui réveillent la conscience révolutionnaire du prolétariat.

La communication entre étudiants et ouvriers est barrée – de moins en moins par une méfiance ouvrière séculaire et une maladresse première des étudiants, toujours par le barrage très effectif qu'instauraient le P.C.F. et la C.G.T. quand ils en ont l'occasion. La frontière subsista mais le contact se fit. La Sorbonne devint un théâtre révolutionnaire, les spectateurs n'eurent pas besoin de donner l'accolade aux acteurs, les étudiants invoquaient, leur action évoquait, l'histoire resurgie des luttes ouvrières provoqua. Les étudiants agirent devant et sur une mémoire, ils étaient bien moins « conscients » que les révolutionnaires professionnels léninistes, mais la « spontanéité » de l'ouvrier français de 1968 est le produit d'une longue expérience de la lutte de classes, elle est beaucoup plus politique que celle

---

<sup>23</sup> A la rationalité adaptée de la société officielle, la contestation s'oppose comme « déraison » – Michel Foucault a situé la montée d'un bouleversement semblable avant la Révolution de 89 (*Histoire de la Folie*, Troisième partie).

de l'ouvrier russe de 1900. Le socialisme pénètre toujours de l'extérieur dans la relation ouvrier-patron, la manière dont il arrive change selon les situations, et avec elle les agents de transmission.

Ce travail – apporter de l'extérieur la conscience révolutionnaire – définit selon Lénine les trois tâches théorique, politique, et économique d'un parti marxiste. Les tâches subsistent même quand le parti y manque, tout mouvement révolutionnaire lutte sur trois fronts.

Depuis une quinzaine d'années les étudiants ont occupé les postes avancés, ils ont organisé une lutte dure et ininterrompue contre la guerre d'Algérie, l'O.A.S., l'intervention américaine au Viet-nam. Opposant la violence à la violence fasciste ils ont gagné le Quartier Latin. chaque fois condamnés comme « gauchistes » par le Parti communiste, ils ont créé leurs propres organisations (« groupuscules »). Ce que les étudiants introduisent « de l'extérieur » est le résultat condensé de leurs luttes. Et de leurs débats, hermétiques seulement pour l'aimable majorité de Français moyens, pro ou anticommunistes, qui croient que le socialisme est « ce qui se passe en Russie », non l'ensemble cohérent d'idées qui bouleverse le monde depuis cent ans et se modifie lui-même à chaque nouveau continent découvert.

L'expérience des étudiants est proprement étudiante dans la mesure seulement où ailleurs le mouvement révolutionnaire était plus faible, voire inexistant. La lutte sur trois fronts et la hiérarchisation de ces trois fronts est une règle classique. Si les étudiants ne sont pas montés sur les barricades simplement pour modifier la forme des études et le rapport enseignant-enseigné, ils savent par contre que sans barricades la réforme de l'université demeurerait cette affaire privée où le désordre gouvernemental se donne libre cours.

La lutte politique prime la lutte économique qui se développe dans son sillage. « De ce que les intérêts économiques jouent un rôle décisif, *il ne s'ensuit nullement* que la lutte économique (professionnelle) soit d'un intérêt primordial, car les intérêts les plus essentiels, « décisifs » des classes ne peuvent être satisfaits en général, que par des transformations politiques radicales » (Lénine). Les idées théoriques des étudiants restent divergentes, il en est une cependant qui est commune à l'anarchisme, à Marx, à Lénine, à Trotsky, à Mao, à Guevara, elle définit la politique comme une lutte, la théorie comme un « guide pour l'action » et la subordination de toute perspective politique à la seule activité parlementaire comme une forme avancée de crétinisme. Les rues de mai condensaient une décade d'affrontements politiques et de discussion théorique.

Si le mouvement étudiant est extérieur aux ouvriers, la signification de son expérience est intérieure à la conscience politique de la classe ouvrière qui découvre à travers lui la possibilité du socialisme, en lui le fonctionnement élémentaire d'un mouvement révolutionnaire. D'où l'effet explosif. Les étudiants ont invoqué le spectre qui hante l'Europe, le spectre est apparu: il s'agit bien d'une révolution. Un autre fantôme l'accompagne, contre-révolution qui naît de toute révolution impuissante.

Le dialogue initial ne suffit pas à l'exorciser, l'action étudiante s'est mise à la place – vide et par conséquent théâtrale – de l'organisation révolutionnaire des travailleurs, elle ne la remplace pas.

## C - LES FORMES D'ACTION .

La vie politique familière se résume en essais pour faire monter une *suggestion* par une quelconque voie hiérarchique jusqu'à un centre de décision – pouvoir central ou représentant de l'Etat – lequel la fait redescendre ensuite à travers une autre filière hiérarchique au bout de laquelle il y aura

un acte ou rien. Entre celui qui parle et celui qui prend note comme entre le dire et le faire tout l'appareil d'Etat s'intercale, souvent doublé par les bureaucraties des partis – d'opposition ou pas – qui l'imitent. Qui n'a pas l'oreille de son supérieur se voit condamné au bulletin de vote, à la feuille de paye et aux informations télévisées.

Cette dépolitisation de la société par l'Etat paraît si naturelle que toute forme nouvelle d'initiative politique passe pour « viol des foules » ou démagogie. Le mouvement de mai a forcé les « autorités » à affronter les « foules » et les foules à se passer des autorités absentes, inaugurant la première chance qu'aient les sociétés occidentales d'abandonner le désert politique où elles campent.

La contestation est, par elle-même, constructive, parce qu'elle crée les conditions de possibilité d'une vie politique, les multiples centres qu'elle se donne – comités d'action, comités de grèves, commissions de faculté, assemblée des étudiants, etc. – sont autant de foyers politiques: ils ne se constituent pas en fonction d'un programme, mais en vertu du besoin de décider des programmes; ils ne résultent pas d'une entente entre dirigeants, mais du droit d'entendre les « dirigeants » et de se faire entendre d'eux. Toute démocratie authentique a su trouver des lieux souverains où chaque hiérarchie vient s'abolir devant l'égalité d'une discussion qui fonde toute hiérarchie. La Sorbonne est devenue place publique. La place publique, depuis la Grèce, est le lieu de naissance permanent de la démocratie.

La lutte pour l'existence de ces nouveaux centres de décision définit le temps, l'espace et le mode d'action du mouvement révolutionnaire.

### 1. Le temps.

Aucune révolution ne se fait d'un seul coup, un révolutionnaire se donne le temps pour l'organiser. Les grèves de mai ont inscrit dans la réalité française une progression politique classique, qui fut analysée par tous les partis marxistes d'Europe<sup>24</sup> depuis la révolution russe de 1905 : grèves – grève générale – grève générale politique – grève insurrectionnelle – Révolution. C'est le schéma d'un affrontement radical; même si les deux adversaires ne montent pas à cet extrême, il demeure à l'horizon de leur combat comme une virtualité à laquelle chaque camp, en désespoir ou en espoir de cause, peut faire appel : « L'engagement est l'unique activité efficace... même quand il n'a pas lieu réellement. » (Clausewitz)

Le mouvement de mai esquissa une tactique : grève politique – changement de régime... Cette « voie pacifique » ne dépend jamais des bonnes intentions d'un des adversaires seulement ; il faut que les deux conçoivent la possibilité d'un affrontement violent et, en fonction de ses résultats probables, jugent tous deux préférables de jouer *comme si* cet engagement avait eu réellement lieu.

Le paradoxe de mai tient à ce que si l'engagement avait été réel, il tournait à l'avantage des grévistes, tandis que demeurant virtuel, sa menace esquissée renforce l'Etat. Les deux adversaires s'affrontent dans un champ unique mais poursuivent deux objectifs: l'Etat *rétablit* l'ordre, le prolétariat doit en *créer* un autre, ou bien reprendre sa place dans l'ordre ancien.

La concurrence de ces deux ordres peut durer, produisant une époque de « double pouvoir » comme l'a désignée la révolution russe. *Si* les usines sont occupées non par les seuls cadres syndicaux, comme ce fut le plus souvent le cas, mais par l'ensemble des ouvriers, ceux-là peuvent contrôler toutes les négociations à l'usine et non devant une télévision familiale. Leurs

---

<sup>24</sup> Par Kautsky, Rosa Luxemburg, Lénine.

représentants sont alors responsables devant et révocables par l'assemblée des ouvriers en grève. *L'occupation* prend son sens plein, qui n'est pas seulement d'interdire l'usine aux « jaunes » et aux provocateurs, mais de la transformer en centre de décision autonome et permanent. La coordination directe, horizontale, de ces différents centres, la jonction opérée avec les autres couches des travailleurs (paysans, étudiants, comités de quartiers) , permettent seules à la grève de durer en organisant la vie des grévistes (alimentation, transports, échanges ville-campagne, remise en marche des usines autogérées pour les besoins de la grève, etc. ).

Le deuxième pouvoir permet d'éviter l'alternative de la soumission ou du chaos que l'Etat brandit dans les négociations. Dix millions de grévistes éparpillés dans leurs foyers *sont* une force qu'ils *n'ont* pas: les partis en disposent et, lorsque le Parti communiste réclame avant d'agir la « garantie » d'un programme commun à toute la gauche, il feint d'oublier que la seule garantie que puissent détenir les grévistes est l'organisation de la grève par l'ensemble des grévistes – hors quoi tout n'est que papier prêt à devenir chiffon.

Le chemin vers le socialisme passe par l'organisation du double pouvoir – il sera d'autant plus « pacifique » que les travailleurs organisés en centres de décision coordonnés pourront, accumulant ainsi leurs forces, intimider l'adversaire et contrôler les étapes politiques – parlementaires ou pas – du mouvement. Lorsque Lénine entrevoyait, entre février et octobre 1917, la possibilité d'une « voie pacifique » de la révolution, il se fondait sur l'organisation des travailleurs en centl.es de décision (« pouvoir des soviets ») et non sur les bonnes intentions affectées par tout un chacun.

Pour que le temps n'échappe pas aux grévistes, il faut une occupation massive et organisée. Partout où elle eut lieu, la grève tint. Lorsque la direction communiste réussit à séparer masses inorganisées et syndiqués « sûrs » (qui seuls occupent) , à couper chaque usine des usines voisines et les ouvriers des étudiants, la grève fut fragile et sans perspective. La transformation de chaque usine en centre de décision, la prise en charge de leur coordination par les travailleurs eux-mêmes (quelquefois les facultés servirent de « central ») conditionnent à la fois la résistance de la grève et sa progression.

Le temps est l'argument préféré du pouvoir : si la grève continue, les examens n'auront pas lieu, l'économie pâtira. A moins que les grévistes ne se donnent le temps de transformer examens et économie. Le temps appartient à la grève dans la mesure où la grève appartient aux masses exerçant leur pouvoir de décision.

## 2. *L'espace.*

Entre-temps, chaque moment de la lutte est défini par un rapport de force concret, l'espace de la lutte. Le Quartier Latin est un espace social peuplé d'étudiants. C'est un espace politique où les manifestations d'extrême-gauche entraînent la masse des étudiants) l'extrême-droite n'y manifeste pas sans protection policière. C'est aussi un espace géographique, petit dans Paris, minuscule en France. L'occupation géographique du Quartier Latin dépend du statut du reste de la France, si tout y demeure calme, la police peut envahir.

De même que l'action développe dans le temps le double pouvoir, elle utilise l'espace pour y exercer l'auto-défense. La révolution couve dans des foyers privilégiés, les usines depuis toujours, les lycées, les universités et tous les lieux de contestation s'y ajoutent aujourd'hui. Les forces de l'ordre peuvent occuper géographiquement une usine ou une faculté, elles ne l'occupent ni économiquement ni socialement, elles en bloquent l'usage.

Il n'y a pas d'Etat moderne si les usines et les universités ne fonctionnent pas: les foyers de contestation, pas plus que les hauts-fourneaux et les

centres de recherche, ne peuvent être éteints; la répression violente est nécessairement limitée, la pression insidieuse qui la remplace s'exerce dans un terrain qui lui est naturellement hostile, dans une société mûre pour le socialisme.

Le tort de toutes les polices du monde : confondre l'espace géographique avec l'espace social et politique. La répression « enterre » les « groupuscules », c'est-à-dire en approfondit l'influence. Doublant toute lutte revendicative d'une lutte pour le droit de revendiquer, l'intervention de la police fait elle-même rebondir l'action. La fermeture de Nanterre entraîne des débats à Paris, l'entrée de la police dans la Sorbonne est suivie de manifestations et de barricades, la répression sur les barricades entraîne les grèves. La répression menaçant tout le mouvement (interdiction de manifester, chasse aux groupuscules) le soude. La volonté de s'exprimer prime l'expression des divergences.

Un tel mécanisme rétro-actif ne joue pas par vertu morale, l'espace qui se creuse sous la répression est une situation par elle-même révolutionnaire. Elle se découvre en même temps que la répression la recouvre: si l'Etat se définit par le monopole de l'usage « légitime » de la violence, l'usage fait de cette violence peut à son tour définir l'Etat et lui ôter sa légitimité.

L'espace géographique n'est déterminant qu'au moment final de la lutte finale, d'où la souplesse tactique d'un mouvement qui choisit son terrain sans y être cloué. Si la nuit tombe sur la société révélée en mai, les feux de la contestation se renverront leurs signaux, tandis que des ombres circuleront dans la profondeur des longues veillées d'armes.

### *3. Le développement de l'action.*

La propagation vertigineuse du mouvement de mai se nourrit d'une multitude d'initiatives séparées mais contagieuses. Une action parle trois fois: elle est menée *pour* un objectif précis, *contre* ceux qui y font obstacle, *par rapport* aux neutres, spectateurs qu'elle veut entraîner. Les barricades du 10 mai avaient un objectif parfaitement clair (rendez-nous la Sorbonne), elles manifestaient la brutalité incohérente du pouvoir, elles firent basculer de larges couches de la population, avant tout la classe ouvrière.

L'extension de l'action se produit par ces trois faces à la fois. L'objectif est nécessairement limité, dans le temps et dans l'espace social (la Sorbonne aux étudiants, criaient les étudiants, début mai) , il peut s'élargir progressivement (« escalade » des revendications). La forme de l'action est beaucoup plus immédiatement généralisable (l'occupation de la Sorbonne, imitée de celle des usines, est, à son tour, imitée dans les usines). C'est en général par sa forme que l'action trouve un écho rapide (les jeunes travailleurs rejoignant les étudiants quand la police attaque), mais c'est aussi par elle qu'on neutralise l'événement au moyen des communications de masse (journaux, radio, T.V.) : le spectacle de la répression fait choc au départ, la répétition du spectacle, si l'objectif des étudiants est méconnu, peut habituer le spectateur à une « petite guerre » dont le sens lui est aussi étranger que celle que se livreraient indiens et cow-boys.

L'action vaut par son contenu, sa forme et son pouvoir de communication – la maîtrise de ces trois aspects constitue le problème essentiel d'une tactique qui doit choquer pour attirer l'attention et faire comprendre pour susciter le soutien et la contagion, le caractère exemplaire et explosif de l'action n'est pas donné une fois pour toutes.

Les dernières barricades furent également utilisées à ce triple point de vue – par le camp adverse. Dès le vendredi 24 mai, tandis que la plupart des étudiants manifestaient rive droite (Bastille, Bourse, Opéra) , les forces de police bouclèrent tous les ponts de la Seine, sauf un, le Pont-Neuf, par lequel on fit revenir les manifestants sur le quartier Latin, où la répression

s'exerça: pour faire régner l'ordre, contre la « pègre » du quartier Latin, par rapport aux neutres inquiets (c'est-à-dire inquiétés tant par le gouvernement que par les journaux communistes qui reprenaient ses formules). Le but de l'opération était de dépolitiser les barricades ; on en fit le folklore local et répétitif des « émeutes » du quartier Latin. A partir du moment où la crise universitaire devint nationale, la lutte violente des étudiants ne trouvait un sens et un objectif qu'en accélérant le mouvement national – ce qu'elle fit : la manifestation étudiante du vendredi 24 fut plus importante que celle, deux heures auparavant, de la C.G.T. Pareillement, le rassemblement du stade Charléty (lundi 27) fut rejoint par un nombre très important de jeunes travailleurs. En réponse, la C.G.T. organisa sa grande manifestation mercredi 29 mai. La concurrence des organisations provoque un renforcement provisoire de la lutte. Ce rôle d'accélérateur ne joua plus à partir du moment où la direction communiste profita du projet d'élection pour abandonner ouvertement la rue et faire terminer les grèves. Le problème à résoudre, dès lors, est de maîtriser les trois aspects de chaque action et de les coordonner non seulement dans le quartier Latin mais à l'échelle nationale.

## VI

### L'ORGANISATION

Il n'y a pas un modèle unique de « parti » révolutionnaire applicable à tous les temps et à toutes les situations.

Si la surprise de mai avait suffi à provoquer un changement de régime, l'analogie avec le début de la révolution cubaine eût été frappante, le parti communiste légaliste se trouvant pris dans un mouvement dont il n'avait ni l'initiative ni le goût.

Désormais, tous les acteurs sont avertis. Le pouvoir et le P.C.F. veulent éviter la répétition de l'événement, le mouvement révolutionnaire doit faire face à une double attaque : la lutte commune des ouvriers et des étudiants a rendu plus délicate la répression violente qu'exerce depuis toujours le P.C. à l'encontre de groupes d'extrême-gauche, mais le pouvoir a pris le relais.

Cette répression demeure limitée par l'instabilité de l'équilibre régnant. Affrontant une crise larvée à l'intérieur (inflation, chômage) comme à l'extérieur (crise monétaire), un gouvernement qui a besoin de l'ordre risque, sous prétexte de l'établir rigoureux, de rallumer un « désordre » dont il a découvert l'ampleur. De son côté, le P.C.F. ne peut se priver de tout vernis révolutionnaire sous peine de demeurer parfaitement désarmé dans une situation pleine d'inconnues. La double menace de la révolution et de la contre-révolution force la répression à s'auto-limiter.

Entre la direction communiste et le gouvernement, règne l'immobilité d'une coexistence pacifique doublée par un équilibre de la terreur. Les deux s'opposent à toute initiative. Mais il n'est pas en leur pouvoir d'éteindre les étincelles, pas plus que l'existence d'une guerre au Viet-nam n'a été évitée par « l'entente » U.S.A.-U.R.S.S.

Par contre, ils coopéreront, pour réduire et localiser tout conflit. Le pouvoir s'érige en arbitre en opposant les couches sociales entre elles, les paysans en difficulté sont invités à contester... les grévistes, causes du désordre. La direction communiste, quant à elle, divise les luttes: les étudiants doivent mener leurs combats en champ clos et sont priés de ne pas venir troubler de leur gauchisme la classe ouvrière.

Il existe dans le bloc des deux puissances d'ordre qui commandent l'équilibre politique français, des fissures entre lesquelles un mouvement

révolutionnaire peut se glisser. Et, sous cet équilibre, d'innombrables foyers de contestation qu'il se donne pour tâche de coordonner.

#### A — LA DÉFINITION DU « PARTI ».

Que tout mouvement révolutionnaire allie l'initiative spontanée et l'organisation consciente, que seul l'ensemble de ces deux éléments confère au mouvement sa *souplesse*<sup>25</sup>, ce sont là principes généraux — adaptés à des circonstances différentes, ils ont suscité des organisations de type très divers.

Il n'y a pas de modèle unique valable partout et toujours; Marx désignait comme « son » parti, tour à tour le cercle restreint des militants qui avaient la même théorie que lui (le « parti », quelquefois, se réduisait à Marx et Engels), ou l'ensemble de la lutte ouvrière — « parti qui naît spontanément du sol de la société moderne » — quelles que soient les organisations éphémères qui lui servent d'instrument<sup>26</sup>. Engels rassembla dans la seconde Internationale des partis fort dissemblables — Lénine n'hésita pas à faire scission chaque fois qu'il le jugeait nécessaire, appelant à « casser » les grands partis ouvriers dès que ceux-là avaient donné la preuve de leur incapacité et de leur faillite. Entre l'intérêt d'un parti existant et l'intérêt de la révolution, il peut y avoir contradiction, en dernier ressort ce n'est pas le parti qui juge les circonstances, ce sont les circonstances qui jugent un parti : « Les communistes n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat<sup>27</sup> ».

Le parti léniniste, clandestin et fortement centralisé, fut explicitement conçu comme une armée manœuvrant sur le terrain très particulier de la Russie tsariste: « Donnez-nous une organisation de révolutionnaires et nous soulèverons la Russie! » (*Que faire ?* 1902.) Lénine n'a pu construire cet instrument adéquat qu'en ayant précisé dès l'origine dans *Que faire ?* les points de repère qui permettent de distinguer différents types de circonstances et d'y adapter différentes formes de « parti » : tout mouvement révolutionnaire s'organise en fonction de deux critères principaux :

1. La nature de l'adversaire ;

---

<sup>25</sup> « La souplesse indispensable, c'est-à-dire la faculté de s'adapter immédiatement aux conditions les plus variées et rapidement changeantes de la lutte, la faculté d'une part d'éviter la bataille en terrain découvert avec un ennemi numériquement supérieur qui a concentré ses forces sur un seul point, et d'autre part, de profiter de l'incapacité manœuvrière de l'ennemi pour l'attaquer à l'endroit et au moment où il s'y attend le moins. Ce serait une très grave erreur si, en bâtissant l'organisation du Parti, on ne comptait que sur des explosions et des combats de rue, ou sur la marche progressive de la lutte obscure quotidienne. Nous devons toujours faire notre travail quotidien et toujours être prêts à tout, parce que très souvent il est presque impossible de prévoir l'alternance des périodes d'explosion et des périodes d'accalmies... » (Lénine : *Que faire ?*)

<sup>26</sup> Marx, Lettre à Freiligrath, 1860.

<sup>27</sup> *Le Manifeste communiste*. De même: « Certes, le Labour Party est en majeure partie composé d'ouvriers, mais est-il véritablement un parti politique ouvrier ? Cela ne dépend pas seulement de la question de savoir s'il est composé d'ouvriers, mais également, quels sont ceux qui le dirigent et quel est le caractère de son action et de sa tactique politique. Seuls ces derniers éléments nous permettent de juger si nous sommes en présence d'un véritable parti politique ouvrier, de ce point de vue, le seul juste, le Labour Party est un parti foncièrement bourgeois bien que composé d'ouvriers... » (Lénine)

2. Le but du mouvement (le type de révolution qu'il se propose d'accomplir).

La nature de l'adversaire définit les formes de répression qu'un mouvement révolutionnaire doit savoir déjouer. En règle générale, plus la répression est violente, plus le mouvement doit s'organiser clandestinement, plus aussi l'action clandestine d'une minorité agissante est efficace, non pour perpétrer des « complots », mais pour reprendre l'action politique sur le plan où l'autorité officielle l'a placée: transformant tout problème politique en problème policier, l'Etat métamorphose toute protestation populaire en affrontement violent, en forçant des organisations révolutionnaires à devenir clandestines, il éveille du même coup les forces sociales qui les abritent et les suivent – l'histoire de la Résistance française suffirait à le rappeler.

Par son but révolutionnaire, un mouvement ne se différencie pas seulement des autres organisations avec lesquelles il peut, selon les circonstances, s'allier ou se battre; il se distingue en tant que « parti » par l'ampleur de ses tâches. Un parti politique ordinaire « fait de la politique » dans les cadres d'une société donnée, un mouvement révolutionnaire prétend changer la société et mène une « attaque concentrique » sur trois fronts: théorique, politique et économique (Engels) . Le mouvement doit à la fois organiser ces trois fronts et les coordonner « concentriquement », ce, en fonction des forces en présence dans chaque cas.

Le mouvement révolutionnaire actuel ne peut définir ses formes d'organisation son « parti » – qu'en analysant le rapport des forces sur chacun des fronts, compte tenu des deux obstacles que rencontre la révolution française : la répression du pouvoir et le freinage violent de la direction communiste. L'examen rapide du champ de bataille doit permettre d'esquisser son développement futur .

## B – LES TROIS FRONTS.

1° *Le « front théorique »* (désigné aussi traditionnellement comme « lutte idéologique ») embrasse deux sortes d'activité: la diffusion des idées révolutionnaires, la défense et le développement de la théorie (conçue comme théorie de la lutte, « guide pour l'action »). Ce sont deux aspects d'un même travail – on ne diffuse jamais que les idées qu'on a – mais dans chaque cas l'obstacle principal est différent.

La diffusion des thèmes et des objectifs révolutionnaires dans notre société affronte des censures de type nouveau. La transformation de toute action en spectacle neutre, de l'opinion en information pure et de la politique en anecdote caractérise l'effet de l'utilisation actuelle des moyens de communication de masse (grande presse, radio, télévision, etc.). L'invention de moyens d'action inattendus, de forme « exemplaire » et « scandaleuse », parlante parce que symbolique, constitue la réplique au blocage de l'information et de l'esprit public. D'où l'extraordinaire contagion de ce nouveau type de diffusion massive des idées censurées par les « communications de masse » traditionnelles. C'est dans ce cadre que se situe l'influence des analyses critiques de Marcuse, des situationnistes, etc., ainsi que l'exemple donné par les universités américaines, les étudiants japonais et allemands (campagne anti-Springer<sup>28</sup>).

---

<sup>28</sup> « Au cours de débats théoriques qui avaient duré des mois nous nous étions rendu compte que la démocratie bourgeoise dans laquelle nous vivons se caractérise précisément en ce qu'elle permet au Lord d'aller se promener avec son chien et en ce qu'elle permet les protestations contre la guerre du Viet-nam mais les dirige. Cette appréciation théorique des mécanismes d'intégration de la société existante nous a permis de voir nettement que les règles du jeu de cette démocratie déraisonnable ne

La *théorie* que le mouvement défend et développe trouve en la direction communiste actuelle son adversaire immédiat, étant donnée l'incapacité intellectuelle qu'elle cultive et propage. Relire le dernier chapitre du « Manifeste communiste » c'est constater que toute la *littérature* socialiste et communiste que Marx critique souffre d'un seul vice – dissimulé de façon multiple – l'oubli de la révolution. Tandis que la direction communiste brossait le tableau de la nouvelle Jérusalem qui devait lui faire emporter les prochaines élections, l'étude critique des réussites, des échecs et des obstacles qui attendent les révolutions du XXe siècle a été entreprise. La rencontre des portraits de Marx, Lénine mais aussi Trotsky, Mao, Castro dans la cour de la Sorbonne, n'est pas seulement une manifestation sentimentale; elle signifie la volonté de comprendre la forme que prend aujourd'hui la lutte de classes et de se hausser « jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique » (*Le Manifeste*).

Sous ces deux aspects, ce front théorique est tenu par les « groupuscules » d'extrême-gauche (groupes étudiants et ouvriers) ; les discussions qui les séparent amenèrent involontairement les principaux d'entre eux à diviser leur travail, les uns cultivant l'invention des formes d'action nouvelles, d'autres insistant sur tel ou tel contenu de l'action. Leurs divergences ne doivent pas masquer qu'à travers elles, pour la première fois depuis des dizaines d'années, une avant-garde participe aux débats du mouvement international au lieu d'en subir seulement les conséquences. La voie française vers le socialisme s'élabore à partir d'une réflexion critique portant sur l'histoire, la force et la situation du mouvement ouvrier en France et en Europe; elle s'enrichit de la comparaison avec l'ensemble des expériences faites dans le monde entier – non pas à suivre fidèlement tous les détours de la politique internationale de Moscou pour y ajouter les plus plates traditions du parlementarisme national et lier le tout par des vagues sondages d'opinion.

2° *Le front politique* s'est modifié par l'effet direct de la conquête de l'initiative sur le plan théorique. Se dégageant du carcan du suivisme, le mouvement révolutionnaire a révélé l'efficacité de nouvelles formes d'action et l'existence de forces révolutionnaires auparavant cachées. Si, pratiquement, la plupart des groupuscules ont joué un rôle très important (service d'ordre, éducation des cadres, contacts et coordination, etc.), l'apport le plus important vient de leur activité théorique, en osant discuter les problèmes du marxisme, de la lutte des classes, sans souci de l'orthodoxie officielle et sans demander l'investiture de la direction communiste, ils ont libéré « l'initiative (politique) des masses ».

Les actions n'eurent pas besoin d'être télécommandées par un appareil central, l'invention est contagieuse. Dans une société mûre pour le socialisme, la progression de la révolution et la mise en œuvre du dépérissement de l'Etat vont de pair. Les comités d'action de quartier ou d'usine, les comités de grève élus, les centres de contestation de types divers, déterminent eux-mêmes leur forme d'organisation, leurs initiatives originales. Un mouvement révolutionnaire n'a pas besoin de s'organiser en second appareil d'Etat, sa tâche ne consiste pas à diriger mais à coordonner en réseau ces centres autonomes (sur le modèle de la commune de Paris et des soviets russes de 1917).

La classe ouvrière est et demeure la force principale de tout mouvement révolutionnaire. L'extrême rapidité avec laquelle la grève s'est propagée montre que les travailleurs réagissent en tant que travailleurs, non en tant que « consommateurs », autrement dit que leur position de classe les définit

---

sont pas les nôtres et que le point de départ de la politisation des étudiants devait consister pour nous à détruire consciemment ces règles du jeu. » Rudi Dutschke, *Ecrits politiques*.

beaucoup plus profondément que leur « intégration » dans une société prétendue de consommation.

La force qui entraîna la classe ouvrière est celle des jeunes travailleurs. Rarement syndiqués, inorganisés – encore que les bandes de jeunes soient formes d'organisation sauvagesouvent ils déclenchèrent les grèves, rejoignirent les manifestations et les rassemblements des étudiants, furent les plus durs lors des reprises du travail. Les organisations communistes ont peu de prise sur les jeunes travailleurs, les « Jeunesses Communistes » (comme auparavant l'U.J.R.F.) sont trop étroitement surveillées par le Parti pour accepter leur esprit d'initiative.

La bataille de mai mit en action des forces organisées mais pas révolutionnaires et des forces révolutionnaires mais inorganisées. C'est le problème essentiel du mouvement révolutionnaire.

3° *Le front économique*: un mouvement révolutionnaire ne peut se substituer aux syndicats, ni ceux-ci à ceux-là. Pourtant, la lutte économique n'est pas isolée, la grève en toute situation de crise est une arme essentielle.

La façon dont s'organise la grève sous-tend la situation politique; « conseillant » aux travailleurs des usines occupées de regagner leurs foyers et de laisser les seuls délégués syndicaux assurer les piquets de grève, les responsables des syndicats ont souvent affaibli et désamorcé le mouvement, dès le départ.

La manière dont continue la grève donne à la situation générale ses perspectives ou son absence de perspectives: les travailleurs ont pu refuser les accords de Grenelle négociés par leurs syndicats; ils n'ont pu substituer une direction nouvelle à la direction défaiJlante.

La cessation de la grève se fit sous la pression des directions centrales des syndicats (en particulier C.G.T.) au niveau de l'information (le contenu des accords finaux n'étant pas précisé, les simples promesses patronales étant considérées comme des assurances signées, etc.) et au niveau de la coordination (les délégués centraux allant d'entreprise en entreprise pour faire voter la reprise du travail en donnant des comptes rendus faux de la reprise dans les autres usines, vous êtes les derniers...).

L'effet politique d'une lutte revendicative générale est évident pour tous. Sous couleur d'en tenir compte, les directions syndicales se sont rapprochées des partis politiques (C.G.T.-P.C.F. ; C.F.D.T.-Mendès France; U.N.E.F.-P.S.U.). La conséquence fut inverse, elle ajouta une concurrence politique aux discussions existant entre les syndicats. Au lieu de prétendre « faire » la grève ou « faire » de la politique, il faut permettre aux travailleurs de décider des deux en créant des comités de grève élus et révocables par l'assemblée générale des grévistes de chaque entreprise, puis en fédérant ces comités à l'échelle régionale et nationale.

Le mouvement révolutionnaire n'a pas à se substituer aux syndicats – qu'il veut au contraire renforcer – il doit éviter que les syndicats ne substituent leurs propres décisions à celle des travailleurs en grève.

## C – LE PARTI EN PROBLÈME.

Deux puissances freinent le mouvement révolutionnaire : le pouvoir d'Etat et la direction communiste. Cette dernière dispose de mouvements de masse (parti, syndicat), mais elle n'a pas le monopole de l'initiative (les jeunes travailleurs lui échappent). La nullité théorique et la parlementarisation du P.C.F. font sa faiblesse; dans une période offensive, il craint, à juste titre, de perdre le « contrôle » de la classe ouvrière et de se laisser déborder par une avant-garde plus combative et plus suivie que lui. Sa force

lui vient de ce qu'il est la seule organisation de masse qui se proclame révolutionnaire et marxiste; faute de mieux, la classe ouvrière l'accepte, parce qu'il ne peut pas y avoir de défense sans organisation.

D'où la nécessité d'opposer organisation à organisation. Etant donné que le Parti communiste subit les offensives révolutionnaires sans en prendre la tête, il est également incapable de donner le signal d'une retraite motivée, puisqu'il le donne à tous propos. Des centres sont nécessaires, non pour « faire » une révolution, mais pour la coordonner.

La construction d'un parti centralisé qui dirigerait « concentriquement » la lutte sur les trois fronts soulève cependant trois objections :

1° *Le temps*: la création d'un parti est affaire de longue haleine; il faut pouvoir se donner le temps de débattre des principes théoriques, des formes d'organisation, du centralisme et de la démocratie, de la ligue politique générale, des cas particuliers, etc. : « En vingtquatre heures, on peut modifier la tactique de l'agitation sur quelque point spécial... Mais, pour changer, je ne dirai pas en vingt-quatre heures, mais même en vingt-quatre mois) ses conceptions... il faut être dénué de tout principe directeur... au moment de l'explosion et de la conflagration, il est trop tard pour créer une organisation [ de type Parti]. » (Lénine)

2° *La forme*: les partis ouvriers français ont laissé derrière eux une solide tradition d'inefficacité bureaucratique. Ne s'en dégage pas qui veut, ne sont immunisés ni les anciens militants qui subissent inconsciemment le poids des habitudes prises, ni les nouveaux qui, même s'ils les contestent, n'ont pas d'autres expériences des organisations de masse que celles qui existent déjà, d'où le poids des « modèles ». Parallèlement, la saine méfiance que les organisations bureaucratiques ont suscitée dans la classe ouvrière, chez les étudiants, etc., ne disparaît pas dès qu'un parti se proclame « nouveau » et ajoute l'étiquette « révolutionnaire ».

3° *La situation*: la coordination du mouvement révolutionnaire, l'élaboration de perspectives générales, est nécessaire et sentie comme telle. Par contre, l'urgence d'un parti fortement centralisé et hiérarchisé est actuellement discutée et discutable; contre l'appareil d'Etat dirigiste et hiérarchisé, l'arme de la révolution est l'explosion de l'initiative à tous les niveaux. Dans une société mûre pour le socialisme, le contre-pouvoir est créé par la multiplication de centres de contestation puis de décision qui paralysent le pouvoir central, les tâches d'un « état-major » de la révolution sont, de ce fait, plus réduites, le contrôle des masses plus grand, la tâche des « partis » moindre.

Le travail d'un parti était d'orienter la lutte sur les trois fronts et de diriger la « concentration » des trois combats sur un seul objectif – la révolution. Comment ces opérations peuvent-elles être exécutées en l'absence – provisoire ou définitive – d'un tel parti ? Il faut préciser la réponse en fonction des circonstances: ou bien le mouvement révolutionnaire peut se développer au jour, ou bien la répression le contraint à la clandestinité.

#### D – LA LUTTE A DÉCOUVERT.

Il y a des révolutions qui se produisent sans parti dirigeant, ce sera peut-être le cas en France. Le monolithisme bolchevik était adapté aux conditions de la répression très dure organisée par la police tsariste. Si – à titre d'hypothèse – on exclut cette donnée, qu'en est-il de la situation française ?.

La direction communiste défend deux monopoles : le sien, qu'elle exerce à l'intérieur en se proclamant seule force révolutionnaire, celui de l'U.R.S.S.

en Europe, conçue comme « patrie » du socialisme et modèle privilégié d'Etat socialiste. Le P.C.F. n'abandonnera pas facilement l'un ou l'autre; il tient à paraître le parti le plus « révolutionnaire » de France, de même qu'il tient à ce que la France soit un des pays les moins révolutionnaires d'Europe. Il est impossible de concevoir une victoire du socialisme sans que les militants et les cadres du P.C.F. soient contraints par les événements de trancher la contradiction qu'ils sont sans avoir qu'ils la sont. Cette crise n'est pas l'effet d'une fatalité métaphysique ou morale, elle est inévitable par simple logique lorsqu'une contradiction vivante est projetée dans une vie mouvementée.

Les groupes d'extrême gauche étudiants et ouvriers ont formé et forment des noyaux de militants capables de penser et de défendre une ligne révolutionnaire (exemple : J.C.R., U.J.C.M.L., V.O...). Ils peuvent rassembler autour d'eux les ouvriers les plus conscients et les cadres (syndicaux, politiques, techniques, scientifiques) qui participent au mouvement de contestation. Ce rassemblement ne se conçoit pas comme l'embryon d'un parti de masse ni comme un parti fortement centralisé pratiquant une discipline quasi-militaire de style bolchevik. Il s'agit plutôt d'équipes de travail réunissant des « spécialistes » capables de définir les tâches techniques les plus urgentes de la révolution (de l'économie, de l'auto-défense, etc.). Sur le front de l'activité théorique, il est possible d'établir des plans d'action permettant de maîtriser les circonstances variables et l'urgence des tâches à accomplir.

Sur le front de la lutte politique, les problèmes d'organisation sont plus difficiles à résoudre. En l'absence d'un parti révolutionnaire, le développement de l'action commune des ouvriers et des étudiants représente une force importante. Le rayonnement croissant des « groupuscules » au sein de la classe ouvrière, les réseaux de comités d'action, la création d'une presse à l'échelle nationale (« Action », etc.), sont les éléments d'une solution seulement esquissée. A la manipulation des organisations de masse par la direction communiste, le mieux est d'opposer des mouvements de masse qu'elle ne manipule pas. Il n'est pas impossible peut-être de prévoir quels en seront les caractères. La jeunesse ouvrière et étudiante fut l'avant-garde de la bataille de mai. Elle en incarne à la fois le côté populaire et le style révolutionnaire.

Par sa position économique, sociale, politique, par ses aspirations, elle sera, si le cas se présente, l'élément de l'action révolutionnaire. La bureaucratie communiste a toujours été incapable d'organiser d'une façon solide un mouvement de jeunesse large et révolutionnaire, bien que les crises aient fait apparaître extrêmement rapidement de telles organisations (F.U.J.P. en 1944). C'est probablement en ce maillon le plus faible de la bureaucratie que se créera une organisation de masse capable de contre-balancer le freinage du P.C.F. ; le rassemblement de Charléty en fut l'esquisse (par la nature de l'assistance) en même temps que l'occasion manquée (du fait de la perspective étroitement P.S.U. des dirigeants de l'U.N.E.F.<sup>29</sup>).

---

<sup>29</sup> Le type de regroupement inventé à Nanterre sous le nom de « Mouvement du 22 Mars » paraît la seule forme concevable d'un mouvement de jeunesse: les « militants » se sont comptés à partir d'actions précises sans prétendre constituer une avant-garde théorique armée d'une ligne générale (inorganisés et organisés de différentes tendances, pro-chinoise (U.J.C.M.L.), trotskyste (J.C.R.), anarchiste se mêlèrent), l'organisation bureaucratique fut réduite au minimum, les lourdeurs d'une « direction » devant être remplacées par une simple coordination entre groupes autonomes: « Tout le monde est Cohn-Bendit. » D'où une libération de l'initiative et du langage sans laquelle la jonction étudiants-jeunes travailleurs ne se fait pas. Quelles qu'en soient les difficultés provisoires, les morts et les résurrections, ces mouvements d'un type nouveau apparus aussi dans d'autres pays (S.D.S.) sont la force de frappe de la « contestation ».

Un tel mouvement de la jeunesse pourrait considérablement renforcer les jeunes syndiqués qui luttent contre les bureaucraties syndicales, de même que les équipes de travail « théorique » peuvent aider les cadres authentiquement révolutionnaires. La situation sur le front économique serait améliorée d'autant.

Cet ensemble de possibilités définit l'hypothèse stratégique d'une révolution socialiste qui ne serait pas prise du pouvoir par *un* parti révolutionnaire. La pluralité des partis politiques subsistant, leur action se déterminera simplement par un programme résultant de négociations entre plusieurs directions sous la surveillance et la pression des travailleurs ; les centres de décision autonomes et coordonnés (exemple: comités de grève et d'action) exercent alors un droit d'initiative et de contrôle permanent, les producteurs associés disposant des instruments de réflexion, d'organisation et d'information qui leur conservent le pouvoir de choisir. La voie du socialisme passe par l'étape du double pouvoir.

#### E - LA LUTTE CLANDESTINE.

La nature de l'organisation révolutionnaire est aussi fonction de l'adversaire qu'elle affronte - et des différentes répressions contre lesquelles elle doit se défendre.

Si elle veut se généraliser pour couper toutes les racines du mouvement révolutionnaire, l'activité de la police transformera rapidement la situation politique française dans son ensemble. Loin d'être cicatrisée, la « crise » nationale de mai s'approfondira, la lutte pour la démocratie et la lutte pour la révolution socialiste deviendront d'autant plus rapidement identiques pour la conscience politique des masses mises en alerte depuis la grève générale.

Dans ce cas, l'organisation légale du mouvement est plus difficile et moins nécessaire. Les centres de contestation surgis spontanément subsistent - les supprimer serait changer l'économie et la société - mais leurs initiatives prennent immédiatement, face à la répression, une signification de résistance révolutionnaire. La situation politique se rapproche beaucoup plus du modèle de la Russie tsariste et, de ce fait, le type de parti léniniste, fortement centralisé, hiérarchisé et dissimulé, passe à l'ordre du jour. La stratégie d'un mouvement révolutionnaire clandestin est connue, les bons lecteurs de Lénine et les minorités d'avant-garde existent, ainsi qu'une classe ouvrière venant de vérifier sa puissance, forte de ses traditions et méfiante à l'égard de ses dirigeants actuels. La situation demeure explosive.

Face à un glissement vers le fascisme, les organisations révolutionnaires ne se demandent pas *si* l'explosion aura lieu - ce qui est évident - ni *quand* - ce qu'on ignore toujours. Les deux activités théoriques sont alors l'étude de ce que Marx appelait « l'art de l'insurrection » (exemple: octobre 1917) et celle de ce que Lénine a pensé comme « science de la retraite » (exemple : 1906, Brest-Litovsk, N.E.P.). Le risque peut apparaître non que l'explosion n'arrive pas, mais qu'elle arrive trop vite, il est inévitable. Les révolutionnaires ne décident pas des révolutions à volonté, la Commune paraissait prématurée à Marx, il n'en affirma pas moins fortement qu'il ne pouvait pas ne pas la

soutenir une fois éclatée<sup>30</sup>. Tenter de contrôler ce risque, c'est rassembler et tremper des militants capables de mener un assaut, de conduire une défense active, d'organiser une retraite provisoire. En France, le rapport entre la retraite et l'offensive serait déterminé par l'état de la crise nationale (économique et politique), de la crise du P.C.F., de la mobilisation des forces révolutionnaires, de la démoralisation de l'adversaire.

A ce sujet :

*Tant qu'il s'agissait (et dans la mesure où il s'agit encore) de rallier au communisme l'avant-garde du prolétariat, la propagande s'est située au premier plan ; même les petits cercles de propagande sont utiles et féconds, en dépit des défauts qui leur sont inhérents. Mais quand il s'agit de l'action pratique des masses, de la distribution – s'il m'est permis de m'exprimer ainsi – d'armées fortes de millions d'hommes, de la répartition de toutes les forces de classe d'une société donnée en vue du combat final et décisif, on ne fera rien avec les seules méthodes de propagande, avec la seule répétition des vérités du communisme « pur ». Il ne faut pas compter ici par milliers, comme le fait en somme le propagandiste, membre d'un groupe restreint et qui n'a pas encore dirigé les masses ; il faut compter ici par millions et par dizaines de millions. Il ne suffit pas de se demander si l'on a convaincu l'avant-garde de la classe révolutionnaire ; il faut encore savoir si les forces historiquement agissantes de toutes les classes, absolument de toutes les classes sans exception, d'une société donnée, sont disposées de façon que la bataille décisive soit parfaitement à point – de façon : 1° que toutes les forces de classe qui nous sont hostiles soient suffisamment en difficulté, se soient suffisamment entredéchirées, soient suffisamment affaiblies par une lutte au-dessus de leurs moyens ; 2° que tous les éléments intermédiaires, hésitants, chancelants, inconstants – la petite bourgeoisie, la démocratie petite-bourgeoise par opposition à la bourgeoisie – se soient suffisamment démasqués aux yeux du peuple, suffisamment déshonorés par leur faillite pratique ; 3° qu'au sein du prolétariat un puissant mouvement d'opinion se fasse jour en faveur de l'action la plus décisive, la plus résolument hardie et révolutionnaire contre la bourgeoisie. C'est alors que la révolution est mûre ; c'est alors que, si nous avons bien tenu compte de toutes les conditions indiquées, sommairement esquissées plus haut, et si nous avons bien choisi le moment, notre victoire est assurée..*

*Exemple: l'Angleterre . Nous ne pouvons pas savoir – et personne ne peut déterminer par avance – quand éclatera là-bas la vraie révolution prolétarienne et quel motif contribuera le plus à éveiller, à enflammer, à pousser à la lutte les masses les plus grandes, aujourd'hui encore assoupies. Nous sommes donc obligés de conduire tout notre travail préparatoire de façon*

---

<sup>30</sup> Dans sa préface à la traduction russe des *Lettres à Kugelmann*, de Marx, Lénine écrivait : « Marx, en septembre 1870, six mois avant la Commune, avait expressément averti les ouvriers français : l'insurrection sera une folie, déclarait-il dans la fameuse Adresse de l'Internationale. Il dénonçait d'avance les illusions nationalistes sur la possibilité d'un mouvement dans le sens de 1792..

« ... Mais quand les masses se soulèvent, Marx veut marcher avec elles, s'instruire en même temps qu'elles en cours de lutte, et non pas donner des leçons bureaucratiques. Il comprend que toute tentative d'escompter d'avance, avec une précision parfaite, les chances de la lutte serait du charlatanisme ou du pédantisme incurable. Il met au-dessus de tout le fait que la classe ouvrière, héroïquement, avec abnégation et initiative, créa l'histoire du monde; Marx considérait l'histoire du point de vue de ceux qui la créent sans avoir la possibilité d'escompter, *infailliblement*, à l'avance, les chances de succès et non du point de vue de l'intellectuel petit-bourgeois, qui vient faire de la morale: « il aurait été facile de prévoir... on n'aurait pas dû se risquer... »

à être ferrés des quatre pieds, selon le mot de feu Plékhanov à l'époque où il était marxiste et révolutionnaire. Il se peut qu'une crise parlementaire « fasse la trouée », « rompe la glace » ; il se peut qu'une crise naisse de la confusion inextricable, de l'aggravation et de l'exaspération chaque jour croissantes des antagonismes coloniaux et impérialistes; peut-être autre chose encore, etc. Nous ne parlons pas du genre de lutte qui décidera du sort de la révolution prolétarienne en Angleterre (cette question ne suscite de doute dans l'esprit d'aucun communiste; elle est résolue pour nous tous et résolue une fois pour toutes). Nous parlons du motif qui incitera les masses prolétariennes, aujourd'hui encore assoupies, à se mettre en mouvement et les amènera au seuil de la révolution. N'oublions pas qu'il a suffi dans la république française bourgeoise, par exemple, en face d'une situation qui, tant au point de vue international qu'au point de vue intérieur, était cent fois moins révolutionnaire qu'aujourd'hui, d'une circonstance aussi « imprévue » et aussi « insignifiante » qu'une de ces mille et mille fourberies malhonnêtes du militarisme réactionnaire (l'affaire Dreyfus) , pour mettre le peuple à deux doigts de la guerre civile !

Lénine (*La maladie infantile du communisme : le gauchisme.*)

La pensée politique marxiste distingue deux impasses stratégiques: l'aventurisme « gauchiste » (« fonder une tactique révolutionnaire sur le seul sentiment révolutionnaire », l'offensive partout et n'importe quand) et l'opportunisme de droite (« révisionnisme », la retraite toujours et partout). Les dialecticiens ajoutent que ces deux erreurs se complètent quelquefois (« qui veut faire l'ange fait la bête »).

Les penseurs officiels du P.C.F., qui prétendent condamner l'avant-garde du mouvement de mai en la cataloguant comme « gauchiste », transforment des règles stratégiques en préceptes de morale. Entre les déviations de gauche et de droite, Lénine ne recommandait pas un « juste milieu » analogue à celui qu'un bon chrétien s'efforce de tenir entre les tentations de la chair et celles de l'esprit. C'est par rapport à une voie révolutionnaire que les erreurs de gauche et de droite apparaissent comme formes de « doctrinalisme » (culte de la phrase, absence de stratégie). La religion de la « voie parlementaire vers le socialisme » marque la volonté – de droite – qu'a le P.C.F. d'interdire une révolution en France. Serait par contre « gauchiste » une tentative révolutionnaire qui ne parviendrait pas à développer les formes d'action de masse qui ont fait la force du mouvement de mai.

Toute explosion révolutionnaire en France est commandée par la rencontre des étudiants et des jeunes travailleurs au sein d'une même avant-garde. En fonction de ce problème stratégique fondamental, se posent les questions d'organisation. Il n'y a pas un modèle unique et éternel de « parti », s'il se crée un mouvement de masse de la jeunesse révolutionnaire, c'est pour faire pièce à l'obstruction des appareils politiques et syndicaux qu'utilise la direction communiste, si une organisation clandestine fortement centralisée s'avère nécessaire, ce sera pour faire face à une répression fasciste. En mai, s'est esquissée une forme originale de rassemblement – « parti » au sens très large où l'entendait parfois Marx – soit: le regroupement autour d'une plateforme révolutionnaire minimum des réseaux de comités d'action, des « groupuscules », des commissions et comités d'étude spécialisés. La concentration des forces et l'établissement d'une stratégie commune n'impliquent pas l'abolition du débat idéologique ni la disparition du pouvoir d'initiative qui s'est mis de tous côtés à ronger les appareils fortement centralisés des bureaucraties de l'Etat et des partis officiels. La définition des tâches les plus urgentes de l'action révolutionnaire sera seule à même de coordonner la multiplicité des initiatives, celles-ci resteront relativement décentralisées: anti-répressives elles ne prennent sens qu'à mettre en œuvre

le dépérissement de l'état bourgeois centralisé. Comparée à la Russie de 1917, la France de 1968 est économiquement et socialement plus mûre pour le socialisme; sa préparation politique ne paraît pas devoir nécessairement passer par le modèle du « parti » bolchevik.

Il existe deux manières – complémentaires – d'interroger un champ de bataille; on peut définir soit les forces profondes qui s'y affrontent, soit la manière dont elles conduisent l'affrontement. Le second point de vue a gouverné toute cette introduction, par là incomplète : tout ce qui est dit de la *nature* des forces en présence est aperçu à partir de leur conduite, la brièveté de cet essai interdit qu'une analyse économique et sociale prolonge ici ces remarques.

Qu'il soit possible dans ce cadre d'enchaîner quelques pensées cohérentes, Lénine, peu suspect de « négliger l'économie », en témoigne, qui consacra plusieurs volumes à l'étude des « tactiques » des différents partis politiques<sup>31</sup>. Que cet enchaînement soit effectivement cohérent, il appartient au lecteur d'en décider.

Ces pages ne font qu'une introduction : ensemble d'idées pour saisir en son vol un mouvement et tenter d'analyser d'où il vient, où il peut conduire et qui s'y révèle.

Pour compléter le tableau de ce champ de bataille, il faudrait joindre une théorie de l'immobilité. Le mouvement affronte un adversaire doublement bloqué :

– économiquement: l'interdépendance des économies occidentales limite pour chacune d'elles la possibilité d'entretenir une politique « sociale ». Des mécanismes existent, qui permettent à une économie capitaliste d'absorber, à l'échelle nationale, une brusque hausse des salaires; l'effet international de ces techniques classiques est dangereux actuellement, l'exemple du « socialisme » anglais le montre; pour l'expliquer, il faudrait analyser la concurrence intense régnant tant au niveau des exportations qu'à celui du marché mondial des capitaux (investissements). Le jeu des rivalités internationales est dramatisé par la crise monétaire et la menace de crise économique mondiale qu'elle fait planer. Chaque puissance cherche à garantir

---

<sup>31</sup> « On entend par tactique d'un parti sa conduite politique, c'est-à-dire le caractère, l'orientation, les méthodes de son activité politique » (*Deux tactiques de la Social démocratie...*) Les militaires et les mathématiciens diraient au lieu de tactique, stratégie.

« Il est évident que pour mettre au point la tactique du parti révolutionnaire pendant les moments les plus agités de la crise nationale, que traverse un pays, il ne suffit pas d'indiquer quelles classes sont en mesure de mener une action visant à la victoire complète de la révolution. Ce qui distingue les périodes révolutionnaires des périodes dites de développement pacifique... c'est le fait que dans les périodes du premier type, la lutte prend inévitablement des formes beaucoup plus variées que dans celles du second type, et qu'il y a prédominance du combat directement révolutionnaire des masses sur l'action de propagande et d'agitation menée par les dirigeants au Parlement, dans la presse, etc. De ce fait, si nous nous bornons, quand nous portons une appréciation sur les périodes révolutionnaires, à définir la ligne d'action des différentes classes sans analyser les formes de leur lutte, nous aboutirions à un raisonnement qui, du point de vue politique pratique dégènera en une logomachie sans vie (ce dont, soit dit entre parenthèses, le camarade Plekhanov se contente pour les neuf dixièmes...) » (<Œuvres, t. XV. pp. 54-55.)

sa position: efficace à l'extérieur, la politique économique de la V<sup>e</sup> République favorisa l'affrontement brutal à l'intérieur. La contradiction, qui n'est pas propre au gaullisme, demeure; ses effets aussi: qui veut soutenir la concurrence capitaliste mondiale doit immobiliser le mouvement social dans son propre pays (de Gaulle), qui n'immobilise pas les revendications ouvrières à l'intérieur est immobilisé de l'extérieur (Wilson). La marge de manœuvre est dans l'économie capitaliste plus réduite aujourd'hui qu'à l'époque du Front populaire.

- politiquement: la stabilité et l'exécutif fort exigés par l'économie capitaliste ne se trouvent, pour la France, qu'à droite. La combativité de la classe ouvrière, ses traditions révolutionnaires, minent toute issue parlementaire de gauche - au demeurant l'exemple des autres puissances d'Europe occidentale suffirait à confirmer qu'aucune solution de centre ou de centre-gauche n'est préférable (le cas de l'Allemagne, recouverte par son passé et couvant son problème national est particulier). Quand la contestation sociale se fait menaçante, le jeu politique s'immobilise à droite dans un exécutif fort, extérieur aux partis traditionnels ; l'Etat est l'instrument (naturel) de ce blocage de la « voie parlementaire » ; il fait de la France « le pays où les luttes de classes ont été menées chaque fois, plus que partout ailleurs, jusqu'à la décision complète. » (Engels)

Le heurt entre le mouvement et ces blocages a produit une crise, la profondeur du mouvement et la permanence des blocages entraîne la répétition des crises, soit: l'horizon d'une révolution ou d'une contre-révolution.

L'incapacité de concevoir une révolution dans un pays économiquement « avancé », au XX<sup>e</sup> siècle, dévoile la tache aveugle du système d'idées régnant. Le mouvement (Marx, déjà, condense sous ce nom la préparation prolongée autant que l'avènement de la révolution) demeure de multiples façons l'impensé.

A droite, centre virtuel d'une absence d'idées policée par le respect de l'ordre et ordonnée par la police, le mouvement est désordre pur, spectre qui hante la bourgeoisie européenne, forme sans contenu qu'elle grossit de ses angoisses fascinées et qu'elle ne nomme que dans l'injure.

A gauche, le mouvement est pris pour effet, non pour cause: la « crise du régime » aurait fait les enragés (n'est-ce pas un début rageur de révolution sociale qui met en cause le régime politique ?) : « Les socialistes bourgeois veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en découlent nécessairement. Ils veulent la société actuelle, mais expurgée des éléments qui la révolutionnent et qui la dissolvent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat. » (*Le Manifeste communiste*)

La gauche dite extrême (P.C.F.) prétend également considérer le mouvement de mai comme une simple résultante: le moteur est ailleurs, dans les revendications économiques et sociales particulières et hétérogènes des ouvriers d'une part, des étudiants de l'autre. Même si on coiffe cette diversité par un programme politique de « gauche », on veut ne pas reconnaître dans le mouvement l'approche plus ou moins rapide d'une révolution: « Par transformation des conditions de vie matérielles, ce socialisme n'entend nullement l'abolition des rapports de production bourgeois, laquelle n'est possible que par la révolution: il entend par là uniquement les réformes administratives... qui, dans le meilleur des cas, permettent à la bourgeoisie de diminuer les frais de sa domination... » (*Id.*)

Spectre, mythe, rêve: qui identifie réalité et société bourgeoise ne peut concevoir le mouvement. Que montre en revanche le « Manifeste Communiste » sinon, derrière la légende du spectre, la présence d'un « monde à gagner » ? Les luttes de mai manifestent publiquement la révolte de l'ensemble des forces productives modernes contre les rapports de production bourgeois. Jamais,

depuis un siècle, un mouvement n'a ressemblé d'aussi près à celui qu'en 1848 Marx avait précisément en tête.

On célébrait son anniversaire quand eut lieu cette « explosion » où la pensée officielle peut mirer sa propre stupéfaction, tandis que toute la société chancelle, ivre de découvrir la possibilité d'une révolution qui n'apparaît si merveilleusement originale que d'être la plus classique de toutes.

Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1968.